Institut d'histoire
Thèse de Licence ès Lettres (histoire)
Université Laval

William Price 1810-1850

par
Louise Dechêne
Bachelière ès arts, bachelière en histoire
avril 1964

Un document produit en version numérique par Michel Fortin, bénévole,
Adjoint à la mairie, Ville de Saguenay
Courriels: micfortin@videotron.ca ou Michel.Fortin@ville.saguenay.qc.ca

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"
Site web: <http://classiques.uqac.ca/>

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi
Site web: <http://bibliotheque.uqac.ca/>

Cette édition électronique a été réalisée par Michel Fortin, bénévole, adjoint à la mairie de Ville de Saguenay, à partir de l'article de :
Courriels: micfortin@videotron.ca ou Michel.Fortin@ville.saguenay.qc.ca

À partir de :

Louise Dechêne, **William Price 1810-1850.**

Thèse de licence ès lettres (histoire), Institut d'histoire, Université Laval, avril 1964.

[Autorisation formelle accordée par la fille de Mme Dechêne, Mme Julie Miville-Dechêne, journaliste à Radio-Canada, de diffuser cette thèse le 3 octobre 2005.]

Courriel : julie_miville-dechene@radio-canada.ca

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times New Roman, 14 points.

Pour les citations : Times New Roman 12 points.

Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2004 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE (US letter), 8.5'' x 11''

Édition numérique réalisée le 29 janvier 2005 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, province de Québec, Canada.

Table des matières

[Avant-propos](#)

[Table des tableaux et graphique](#)

[Sigles et abréviations](#)

[Bibliographie](#)

[Monnaies, poids et mesures](#)

[Introduction](#): Les origines du commerce du bois au Canada

Historique de l'exploitation forestière avant le Blocus continental. Le commerce du bois et la politique tarifaire jusqu'en 1815.

[Chapitre I.](#) Les débuts de William Price

Formation et milieu familial. William Price, commis de la maison Idle à Québec. Fondation de la compagnie Price. La conjoncture générale et les conditions du commerce du bois, 1815-1827. Le commerce de W. Price jusqu'en 1827.

[Chapitre II.](#) William Price, marchand

Les catégories des bois exportés. Les prix du bois à Québec. Les activités au port de Québec. Les contrats avec les entrepreneurs. Les contrats du Ministre de la Marine.

[Chapitre III.](#) William Price, entrepreneur

Les scieries achetées entre 1830 et 1838. Ouverture du Saguenay et expansion des établissements de W. Price, 1838-1850. Valeur, rendement et administration des établissements. Terres en franc-alleu et terres affermées.

[Chapitre IV.](#) Les affaires de William Price, 1827-1850

La conjoncture générale, tarifs et fluctuations du commerce du bois, 1827-1850

Le financement des nouvelles entreprises de la compagnie.

Volume et valeur de la production.

[Conclusion](#)

Orientation des entreprises de William Price après 1850. Portrait de William Price.

[Appendices](#)

A- [Graphiques](#)

- [2.](#) Pourcentage des importations de mâts en Angleterre, 1799-1815
- [3.](#) Pourcentage des importations de chêne en Angleterre, 1799-1815
- [4.](#) Pourcentage des importations de pin en Angleterre, 1799-1815
- [4.1](#) Importations de pin et sapin en Angleterre 1799-1815
- [5.](#) Volume des importations de sapin et de pin en Angleterre, 1804-1841
- [6.](#) Volume des exportations de pin du port de Québec, 1804-1841
- [7.](#) Volume des exportations de madriers du port de Québec, 1804-1841
- [8.](#) Volume des exportations de pin du port de Québec, 1840-1851
- [8.1](#) Volume des exportations de madriers du port de Québec 1840-1851
- [9.](#) Les investissements de la compagnie W. Price, 1830-1849
- [10.](#) Chiffre des ventes de bois de la compagnie W. Price, 1827-1848

B- [Tableaux statistiques](#)

- [9.](#) Volume des importations de mâts en Angleterre, 1799-1815
- [10.](#) Volume des importations de chêne en Angleterre, 1799-1815
- [11.](#) Volume des importations de pin en Angleterre, 1799-1815

C- [Cartes](#)

- [1.](#) L'Outaouais et le Haut-Canada en 1850
- [2.](#) Les établissements de W. Price sur le Saguenay
- [3.](#) Les principaux établissements et les terres possédées ou louées par la compagnie Price Brothers en bas de Québec

D- [Projet de soumission pour un contrat de la Marine britannique](#) préparé par William Price à l'intention de Brockelbank et Rolt

[Index](#)

Table des tableaux et graphique

[Retour à la table des matières](#)

- [Tableau 1.](#) Volume du bois expédié par W. Price, 1816-1828
- [Tableau 2.](#) Moyenne des prix du bois à Québec, 1830-1850
- [Tableau 3.](#) Les établissements de la compagnie W. Price sur le Saguenay et la Côte Nord
- [Tableau 4.](#) Les établissements personnels de W. Price sur le Saguenay et la Côte Nord
- [Tableau 5.](#) Bilan de l'établissement de Grande Baie
- [Tableau 6.](#) Volume du bois équarri descendu à Québec et exporté, 1845-1848
- [Tableau 7.](#) Volume des importations de bois dans le Royaume-Uni, 1850-1853
- [Tableau 8.](#) Valeur de la production de madriers dans quelques établissements de W. Price, 1839-1847
-
- [Graphique 1.](#) Quantité de madriers correspondant aux totaux annuels du tableau 8

Sigles et abréviations

AP	Archives Price
CGQ	Cahiers de Géographie de Québec
Doc. const.	Documents relatifs à l'histoire constitutionnelle du Canada
JALBC	Journaux de l'Assemblée Législative du Bas-Canada
JALCU	Journaux de l'Assemblée Législative du Canada-Uni
RCHA	Reports of the Canadian Historical Association
W.P.	William Price

INSTITUT D'HISTOIRE
THÈSE DE LICENCE ES LETTRES (HISTOIRE)
Université Laval

William Price 1810-1850

Louise Dechêne
Bachelière ès arts
Bachelière en histoire

AVRIL 1964

William Price 1810-1850

Avant-propos

[Retour à la table des matières](#)

Le commerce du bois occupe la première place dans l'économie canadienne pendant presque toute la première moitié du XIX^e siècle. Il joue un rôle prépondérant dans le développement du crédit et des organismes bancaires, il facilite la transition entre une économie essentiellement primaire et le début de l'industrialisation et contribue à fixer certains traits de notre société. Ce sont tous ces aspects que le professeur A.R.M. Lower a voulu circonscrire dans sa thèse, *The Trade in Square Timber* et plusieurs ouvrages et articles subséquents. Cependant, il était difficile de faire une telle synthèse, sans disposer d'un grand nombre d'études au niveau de l'entreprise individuelle, lesquelles sont, malheureusement, encore très rares.

C'est avec l'espoir d'apporter des matériaux neufs, des précisions utiles pour de futurs travaux que nous avons abordé l'étude du commerce du bois mené par William Price dans le Bas-Canada, entre 1810 et 1850.

Les archives de la compagnie Price Brothers sont suffisamment riches pour faire l'objet d'un travail plus ambitieux. Mais dans le cadre de ce mémoire de licence, nous nous sommes surtout efforcée de faire ressortir l'abondance de la documentation, de souligner les points qui mériteraient d'être développés. Ces archives contenaient de nombreu-

ses références aux conditions du marché. Nous les avons utilisées pour situer l'entreprise dans le vaste contexte économique, colonial et impérial, ce qui nous a permis de mieux appréhender notre sujet.

L'étude de la comptabilité soulevait de multiples problèmes, aussi notre interprétation des chiffres demeure-t-elle prudente avant tout. Ajoutons que nous avons essayé de traduire tous les textes cités, le plus fidèlement possible.

Nous voulons remercier Monsieur Fernand Ouellet qui accepta de diriger nos recherches, Messieurs Marcel Trudel et Jean Hamelin qui nous aidèrent de leurs conseils. Nos remerciements aussi à Monseigneur Arthur Maheux qui, il y a quelques années, classa la masse de documents conservés par la famille Price, travail qui facilita beaucoup nos recherches. Également, aux directeurs et au personnel de la compagnie Price Brothers, grâce à qui nous avons pu consulter ces documents.

William Price 1810-1850

Bibliographie

[Retour à la table des matières](#)

I- SOURCES

A- Sources manuscrites:

Ces sources se résument essentiellement aux archives de la Compagnie Price Brothers, conservées aux bureaux de la compagnie, édifice Price, 65 rue Sainte-Anne, à Québec.

Série A: les cahiers de comptabilité

Ces cahiers n'ont pas tous été conservés. Pour la période étudiée, nous avons pu consulter les registres suivants:

- Quatre grands livres, couvrant les périodes 1827-1833 et 1838-1849.
- Les journaux pour 1833-1837, 1840-1842, 1844-1847 et 1849-1851.
- Les livres des comptes et livres de caisse, pour 1830-1832, 1839-1840, 1842-1844 et 1847-1848.

Série B: documents relatifs à l'histoire de la compagnie

Cette série contient des documents disparates, des lettres surtout, des mémoires, des contrats, etc., tous classés par ordre chronologique. On en a fait une transcription incomplète, dont il existe une copie dans les archives du Séminaire de Québec. Pour ce travail, nous nous sommes référée aux originaux.

B- Sources imprimées:

Appendices des *Journaux de l'Assemblée Législative du Bas-Canada, 1810-1837*.

Nous y avons consulté:

- Les rapports annuels des importations et exportations.
- Les rapports sur les droits perçus pour la coupe du bois sur les terres de la Couronne,

1824, appendice Z, rapport du comité spécial sur la pétition de divers marchands se plaignant des abus dans le bureau du collecteur des douanes de sa Majesté au port de Québec; témoignage du 10 février 1824.

1829, appendice V, rapport des commissaires nommés pour explorer le Saguenay.

1834, appendice A, minutes des témoignages pris devant le comité spécial auquel ont été référés le bill pour régler le commerce du bois: la pétition des habitants du comté de Saguenay demandant que l'acte des bois de la *9e George IV*, chap. 11, soit amendé - et la pétition de divers commerçants de bois dans les paroisses de St-Jean, St-Pierre les Becquets. Rapport le 27 février 1834.

Appendice des Journaux de l'Assemblée Législative du Canada-Uni, 1840-1851

Nous ajoutons ici les rapports en enquêtes de la période 1838-1840, durant laquelle la constitution du Bas-Canada fut suspendue. Ils ont été reproduits en partie dans les volumes intitulés *Journaux du Conseil Spécial du Bas-Canada*.

Les rapports annuels des importations et exportations.

Les rapports sur les droits perçus pour la coupe du bois sur les terres de la Couronne.

Les rapports des bois mesurés et inspectés à Québec et dans le district au-dessous de Québec.

Minutes des témoignages pris devant la *Commission générale d'enquête sur les terres de la Couronne et l'émigration*, nommée le 21 juin 1838, par son Excellence, le comte Durham, Haut-Commissaire de sa Majesté.

1844-1845, appendice O.O., rapport du comité spécial nommé pour enquêter sur les requêtes demandant des amendements à la loi réglant le commerce du bois.

1846, appendice A., extrait du rapport du commissaire des terres de la Couronne, relativement à son voyage au Saguenay, le 27 septembre 1845.

1847, appendice E.E.E., comité pour s'enquérir comment la Seigneurie de Lauzon a été gérée depuis que la province en a fait l'acquisition.

1849, appendice P.P.P.P., comité spécial du commerce du bois pour s'enquérir de l'état du commerce des bois, des causes de sa dépression actuelle, de la protection des forêts contre les destructions injustifiées et de toute autre affaire affectant les intérêts du commerce du bois dans cette province, présenté les 18 et 19 avril 1849, avec les minutes des témoignages.

Bouchette, Joseph. *The British Dominions in North America, or a topographical and statistical description of the Provinces of Lower and Upper Canada*. 2 vol. Londres, Faden, 1832. En tout 793p. 28cm.

Bouchette, Joseph. *Description topographique de la Province du Bas-Canada, avec des remarques sur le Haut-Canada*. Londres, Faden, 1815. 665p. 24cm.

Bouchette, Joseph. *A Topographical Dictionary of the Province of Lower Canada*. Londres, Colburn and Bently, 1832. non paginé, 28cm.

Le Canadien, 28 janvier 1846.

Documents relatifs à l'histoire constitutionnelle du Canada, 1759-1791, choisis et édités par Adam Shortt et Arthur G. Doughty. Ottawa, Thomas Mulvey, imprimeur du Roi, 1921. 2 vol. En tout, 1 064p. 24cm.

Documents relatifs à l'histoire constitutionnelle du Canada, 1819-1828, choisis et édités par Arthur G. Doughty et Norah Story. Ottawa, J.O. Patenaude, O.S.I., imprimeur du Roi, 1935. 534p. 24cm.

La Gazette de Québec, 1806-1821. 9 décembre 1850, « Effects of the abolition of the navigation laws ». 12 décembre 1850, « Comparative statement of the supply, export & stock lumber for the years » 1846, 1847, 1848, 1849 et 1850.

Langelier, J.C. *List of Lands granted by the Crown in the Province of Quebec from 1763 to 31st december 1890*. Québec, C.- F. Langlois, 1891. 1 927p. 26cm.

The Quebec Commercial List, 1816-1828, publication hebdomadaire de la Chambre de Commerce de Québec. Québec, Neilson and Cowan, la Gazette de Québec.

Rosa, Narcisse. *La construction des navires à Québec et ses environs - grèves et naufrages*. Québec, imprimerie Léger Brousseau, 1897. 202p. 21cm.

Select documents in Canadian Economic History 1783-1885, par H.A. Innis et A.R.M. Lower. The University of Toronto Press, 1933. 864p. 23cm.

Smith, W.H. *Canada, Past, Present and Future, being a historical, geographical and statistical account of Canada West*. 2 vol. Toronto, Thomas Naclear, Yonge Street, 1851. En tout 728p. 25cm.

Smith, W.H. *Smith's Canadian Gazetteer, comprising statistical: General information respecting all parts of the Upper Province*. Toronto, 1846. 285p. 20cm.

II - ÉTUDES

A- Études spéciales:

Sous ce titre, nous énumérons les ouvrages qui traitent spécialement du commerce du bois.

Albion, Robert Greenhalgh. *Forest and Sea Power. The Timber Problem of the Royal Navy, 1652-1862*. Cambridge, Harvard University Press, 1926. 485p. 23cm. Index.

Calvin, D.D. *A saga of the St. Lawrence, Timber and Shipping through three Generations*. Toronto, The Ryerson Press, 1945. 174p. 20cm. Index.

Defebaugh, James Elliott. *History of the Lumber Industry of America*. 2 vol. Chicago, The American Lumberman, 1906. En tout, 1 215p. 25cm.

Lower, Arthur R.M., « The Trade in Square Timber », dans *University of Toronto Studies in History and Economics*. (Contributions to Canadian Economics) VI (1933) pp. 40-61.

Lower, Arthur R.M., « Assault on the Laurentian Barrier 1850-1870 », dans *Canadian Historical Review*, X (décembre 1929) pp. 294-308.

Lower, Arthur R.M., *The North American Assault on the Canadian Forest; a History of the Lumber Trade between Canada and the U.S. (Relations of Canada and the United States)*. Toronto, The Ryerson Press, 1938. 377p. 25cm. Index.

Lower, Arthur R.M., *Settlement and Forest Frontier in Eastern Canada*. (Canadian Frontiers of Settlement, vol. IX) Toronto, The MacMillan Company of Canada, 1936. 424p. 26cm.

Maheux, abbé Arthur. « Un marchand de Québec: William Price », dans la *Revue de l'Université Laval*, IX (1955) pp. 717-722.

B- Études diverses:

Bertrand, Camille. « Concession des terres du Bas-Canada, 1796 à 1840 », dans *The Canadian Historical Association*, rapport annuel, 1928, pp. 73-78.

Blanchard, Raoul. *L'Est du Canada Français - Province de Québec*. 2 vol. Montréal. Librairie Beauchemin Limitée, 1935. En tout 718p. 25cm.

Brault, Lucien. *Ottawa Old and New*. Ottawa, Historical Institute, 1946. 349p. 22cm.

Buies, Arthur. *Le Saguenay et la vallée du lac Saint-Jean. Étude historique, géographique, industrielle et agricole*. Québec, imprimerie A. Côté et Cie., 1880. 337p. 19cm.

Chambers, E.T.D. « Forest Resources », dans *Canada and its Provinces*. XVI, Edingburg University Press, 1914. pp. 531-551.

N.B. L'ouvrage le plus important sur le commerce du bois entre le Canada et l'Angleterre au XIXe siècle est la thèse de A.R.M. Lower, *Lumbering in Eastern Canada*, présentée à

l'Université Harvard en 1928. Nous avons fait venir cette thèse sur microfilm mais elle est arrivée trop tard pour nous être utile dans ce mémoire.

Clapham, J.H. *An Economic History of Modern England - The Early Railway Age, 1820-1850*. Cambridge, The University Press, 1959. 623p. 23cm. Index.

Creighton, Donald G. *The Commercial Empire of the St. Lawrence, 1760-1850*. (The Relations of Canada and the United States) Toronto, The Ryerson Press, 1937. 441p. 25cm.

Creighton, Donald G. *Dominion of the North; a History of Canada*. Boston, Houghton Mifflin, 1944. 535p. 20cm.

Crouzet, François. *L'économie britannique et le blocus continental 1806-1813*. 2 vol. Paris, Presses Universitaires de France, 1958. En tout, 949p. 25cm. Index.

Currie, A.W. *Canadian Economic Development*. Toronto, The Hunter Rose Co. Ltd., 1942. 454p. 19cm. Index.

Easterbrook, W.T., Aitken, Hugh G.J. *Canadian Economic History*. Toronto, The MacMillan Co. of Canada Ltd., 1958. 606p. 24cm. Index.

Gayer, Arthur; W.W. Rostow; Anna Jacobson Schwartz. *The Growth and Fluctuation of the British Economy, 1790-1850*. 2 vol. Oxford, The Clarendon Press, 1953. En tout, 1028p. 24cm. Index.

Graham, Gerald S. *Sea Power and British North America, 1783-1820*. A Study in British Colonial Policy, Cambridge, Harvard University Press, 1941. 302p. 22cm.

Histoire du Saguenay depuis l'origine jusqu'à 1870, (L'). Rédigé en collaboration, Chicoutimi, édition du Centenaire, 1938. 325p. 21cm.

Hind, H.T., Keefer, T.C. et Perley, M.H., Murray Wm. *Eighty Years' Progress of British North America*, Toronto, L. Stebbins, 1863. 776p. 23cm.

Innis, Harold A. *Essays in Canadian Economic History*. Toronto, The University of Toronto Press, 1956. 418p. 23cm.

Innis, Mary Quayle. *An Economic History of Canada*. Toronto, The Ryerson Press, 1935. 302p. 23cm.

Latham, Bryan. *Timber; its Development and Distribution. A Historical Survey*. London, Harrap, 1957. 303p. 22cm.

Leacock, Stephen. *Economic Prosperity in the British Empire*. Toronto, The MacMillan Co. of Canada Ltd., 1930. 246p. 19cm.

Lower, Arthur R.M. *Colony to Nation, a History of Canada*. Toronto, Longmans Green and Company, 1946. 600p. 23cm. Index.

Lower, Arthur R.M. *Canadians in the Making*, Toronto, Longmans Green and Company, 1958. 475p. 23cm. Index.

Lower, Arthur R.M. « The Forest in New France, a Sketch of Lumbering in Canada before the English Conquest », dans *The Canadian Historical Association*, rapport annuel 1928. pp. 78-91.

Ouellet, Fernand, Hamelin, Jean. « La crise agricole dans le Bas-Canada », dans *Études Rurales*. École Pratique des Hautes Études; Sixième section, octobre-décembre 1962. 57p. 24cm.

Pépin, Pierre-Yves. *La mise en valeur des ressources naturelles de la région Gaspésie-Rive-Sud*. Québec, Ministère de l'Industrie et du Commerce, Bureau de recherches économiques, 1962. 360p. 25cm.

Rose, J. Holland, Newton, A.P., Benians, E.A. *The Growth of the New Empire, 1783-1870*. The Cambridge History of the British Empire, II, Cambridge University Press, 1940. 1069 p. 23cm. Index.

Rousseau, Jacques. « La forêt mixte du Québec dans la perspective historique », dans les *Cahiers de Géographie de Québec*, no 13, (octobre 1962 - mars 1963) pp. 111-120.

Roy, J. Edmond. *La Seigneurie de Lauzon*, 5 vol. Lévis, 1904. Volumes IV et V. 1812-1840. En tout 1 036p. 22 cm.

Roy, J. Edmond. *Voyage au pays de Tadoussac*. Québec, A. Côté et Cie, 1889. 235p. 23cm.

Schuyler, Robert Livingston. *The Fall of the Old Colonial System. A Study in British Free Trade, 1770-1870*. Londres, Oxford University Press, 1945. 344p. 22cm. Index.

Shirreff, Charles. *A few reasons against change in the System of our Colonial Lumber Trade*. Québec, 1831. 22p. 18cm.

Shortt, Adam et Doughty, Arthur G. *General Economic History; Currency and Banking, 1760-1841*. Canada and its Provinces. IV, 757p. 27cm.

Strauss, Louis. *Le Canada au point de vue économique*. Bruxelles, A. Lacroix Verboeckhoven et Cie, 1867. 280p. 23 cm.

Têtu, Horace. *Résumé de l'industrie et du commerce de Québec de 1775 à 1900*. Québec, 1899, 28p. 17cm.

Wood, Co. William, Atherton, W.H., Lanklin, E.P. *The Storied Province of Quebec*. 4 vol. Toronto, Dominion Publishing Co. Ltd., 1931. IV, 529 p. 27cm.

William Price 1810-1850

Monnaies, poids et mesures

[Retour à la table des matières](#)

£ : livre
s. ou / shilling (20 par livre)
d: penny (12 par shilling)

Lorsque nous utilisons le signe L dans le cours de cette étude, nous entendons la livre courante, ou monnaie d'Halifax, utilisée dans les colonies d'Amérique du Nord. Nous précisons lorsqu'il s'agit de la livre sterling qui a cours en Angleterre.

1 pied cube de bois : 5 pieds mesure de planche
50 pieds cubes de bois : 1 load

Les bois exportés du port de Québec sont mesurés en tonnes. Or nous ignorons s'il s'agit de la tonne d'encombrement ou du tonneau de mer ou d'affrètement. Celui-ci correspond au poids contenu dans un volume de 40 pieds cubes.

William Price 1810-1850

Introduction

LES ORIGINES DU COMMERCE DU BOIS AU CANADA

*Historique de l'exploitation forestière avant le Blocus continental.
Le commerce du bois et la politique tarifaire jusqu'en 1815.*

[Retour à la table des matières](#)

On distingue deux types de forêt dans l'est du Canada: la première est la grande forêt boréale ou coniférienne du bouclier canadien, dominée par l'épinette noire, le sapin baumier, le bouleau blanc. C'est le domaine actuel de l'exploitation du bois de pulpe. La seconde est la forêt mixte, qui s'étend entre cette forêt boréale et la forêt feuillue du sud. On y trouve une plus grande variété de conifères, soit l'épinette blanche, le cèdre, les pins blanc et rouge, mêlés à l'érable, à l'orme, au frêne, au chêne et autres feuillus. La forêt mixte correspond aux basses terres du Saint-Laurent, à la majeure partie de la région appalachienne, à l'exception des hauts plateaux de la Gaspésie et d'un secteur à l'ouest de la rivière Matapédia. Sur la rive nord, on trouve des enclaves de forêt mixte le long du Saguenay, autour du lac Saint-Jean, dans Charlevoix, et surtout le sud du bouclier, depuis Québec

jusqu'au cours supérieur de l'Outaouais ¹. Aujourd'hui, sinon totalement défrichée, du moins appauvrie, cette forêt fut la grande source de l'exploitation forestière au XIXe siècle.

Les premiers colons déboisèrent les terres seigneuriales en bordure du fleuve au moyen du brûlis, souvent sans égard pour les ordonnances royales visant à réserver le chêne et les grands pins. L'exploitation proprement dite, soit pour la construction navale, soit pour l'exportation de bois brut, demeura très limitée sous le Régime français. Il est cependant intéressant de noter que les techniques employées au XVIIIe siècle sont les mêmes qu'au siècle suivant ². Vers 1750, des cages de mâts sont formées à 35 lieues en haut de Montréal, comme sur le lac Champlain et descendues à Québec. Il y a aussi des expéditions de bois équarri, de planches, de bardeaux et de douves en France et aux Antilles. Le marquis de Vaudreuil écrit en 1716 qu'il y a abondance de scieries au Canada ³. Au moment de la Conquête, il semble que le chêne ait à peu près disparu des basses terres du Saint-Laurent, mais il reste de vastes pineraies à l'intérieur des Seigneuries. Les régions du Haut-Canada, du lac Champlain et celles des principaux affluents de la rive nord sont à peu près intactes. Un commerce, toujours restreint, est amorcé avec l'Angleterre et les Antilles britanniques.

L'Angleterre se ravitaille en bois dans la Baltique depuis le XVIIIe siècle. Elle méprise la plupart des bois américains et n'accepte de ses colonies que les mâtures et les douves. Après la guerre d'Indépendance, elle commence à encourager la coupe des mâts dans le Nouveau-Brunswick et envoie même ses agents explorer les forêts canadiennes. On voit alors des marchands de Londres, négociant dans la Province de Québec, solliciter en leur faveur le renouvellement des primes à l'exportation des bois, jadis accordées aux colonies américaines ⁴. La Grande Bretagne, ce pays sans forêt, doit importer tout

¹ Jacques Rousseau, La forêt mixte du Québec dans la perspective historique, C.G.Q., XIII, octobre 1962, 114.

² A.R.M. Lower, *The Forest in New France*, RCHA, 1928, 78 à 91.

³ Loc. cit.

⁴ Mémoire des marchands anglais à Lord Sydney, *Doc. Const.*, 1759-1791, 781p.

son bois de construction et particulièrement ses munitions navales, soit les articles nécessaires pour la construction, l'équipement, l'entretien des navires de guerre et de commerce. Ceci comprend les poutres et madriers pour les membrures et les quilles (sapin de la Baltique), les planches pour les bordages (chêne ou orme) et les troncs de conifères pour la mâture (23 pièces pour un vaisseau de ligne). À la fin du XVIIIe siècle, les besoins de la Marine sont évalués à 30,000 loads ⁵ et ceux des chantiers commerciaux à quelque 20,000 loads ⁶. Durant les guerres de la Révolution, les importations de bois coloniaux demeurent négligeables. L'Europe fournit presque la totalité des munitions navales et le déficit commercial chronique enregistré par l'Angleterre dans les pays baltes s'accroît ⁷. D'autre part, un trust puissant contrôle le ravitaillement des chantiers, fait monter les prix et retarde l'exécution des contrats, lorsque le ministre de la Marine refuse de se plier à ses exigences. Il en résulte une pénurie de bois, dont l'Angleterre mesure toute la gravité au moment de la rupture de la Paix d'Amiens ⁸.

Face à cette situation alarmante, à cette saignée de capital, aux incertitudes de la guerre, le Gouvernement est prêt à abjurer ses préjugés et dépêche des agents au Canada. L'un d'eux écrira: *Les marchands de bois d'Angleterre, soit à cause de leurs intérêts dans la Baltique, soit par aversion pour l'ingérence de l'État dans leur commerce, qualifient de visionnaire mon projet d'importer du bois canadien* ⁹. Cependant, l'Amirauté a réussi à convaincre la maison Scott et Idle de Londres d'entreprendre le commerce des bois coloniaux, moyennant le monopole canadien des fournitures gouvernementales. Ce monopole soulève une telle hostilité, que cette société demande au Gouvernement de ne pas révéler au public les termes de son contrat ¹⁰.

⁵ Le load = 50 pieds cubes de bois.

⁶ G.G. Albion, *Forest and sea power – The Timber problem of the Royal Navy, 1652-1862*, 21ss.

⁷ *Ibid.*, 162.

⁸ *Ibid.*, 186ss.

⁹ Gerald S. Graham, *Sea Power and British North America, 1783-1820*, 146.

¹⁰ Archives du Canada, Q, vol. 106 – II : 552-554, cité par Graham, *op. cit.*, 147.

Mais la reprise des hostilités affecte peu les courants commerciaux dans la mer du nord et la Baltique et c'est encore vers Mémel et Riga que l'Angleterre se tourne pour regarnir ses arsenaux. Les faibles préférences douanières accordées aux bois des colonies de 1802 à 1804 s'avèrent insuffisantes pour inciter l'émigration au Canada des capitaux britanniques. Il faudra la promulgation du décret de Berlin en novembre 1806, pour que les bois des Maritimes et du Canada obtiennent véritablement une place sur le marché britannique.

Les graphiques 2, 3, et 4 ¹¹, présentent une comparaison des importations de bois en Angleterre, provenant de l'Europe du Nord, des Maritimes et du Canada, pour la période 1800-1815. De 1807 à 1813, le Canada est le premier fournisseur de bois de chêne, premier fournisseur de mâts également de 1808 à 1813. Dans ces deux catégories mineures, les quantités expédiées répondent aux besoins de la Grande Bretagne. À lui seul, le bois de sapin ou de pin ¹² compte pour les 5/6 des bois importés en Grande Bretagne ¹³. Or durant toute la période, le Canada n'en fournit qu'une très faible quantité qui n'est pas compensée par les expéditions des Maritimes.

Avec la fermeture des ports prussiens, le volume total des importations reste bien en deçà du niveau de 1804, qui était de 268,000 loads. Les fluctuations que l'on peut lire sur le graphique 4 ne reflètent pas tant la demande, les conditions du marché, que les épisodes du conflit européen.

En 1806, avant même l'imposition du Blocus, le commerce entre l'Angleterre et la Prusse avait été gravement atteint. Il renaît en 1807, grâce à la protection que la flotte de guerre accorde aux navires marchands, mais les assurances et les taux du fret sont devenus prohibitifs. En 1808, le Blocus est appliqué avec plus de rigueur et les bois, trop volumineux pour être objet de contrebande, s'en trouvent affectés. Ils le demeurent en 1809, alors que les décrets sont inefficaces

¹¹ Voir appendice A, pages 68,69,70.

¹² Le pin du Canada remplace le sapin de la Baltique.

¹³ Gayer, Rostow and Schwartz, *The Growth and fluctuation of the British Economy, 1790-1850*, II: 791.

pour des marchandises moins pondéreuses ¹⁴. En même temps, l'embargo américain crée une pénurie de douves, qui menace l'important commerce méditerranéen et sud-américain dont vit l'Angleterre.

À eux seuls, les prix élevés du bois ne peuvent détourner vers le Canada les capitaux investis dans la Baltique. Les marchands préfèrent attendre la fin des difficultés européennes, à moins que le Gouvernement ne leur offre des garanties sérieuses. Ces garanties leur sont votées avec la loi de 1809 qui porte le tarif sur les bois étrangers à 27s. le load, et celle de 1810, qui le hausse à 54s.

En 1810, le commerce du bois européen reste entravé et le Canada accroît ses exportations de pin ¹⁵. Depuis le premier train de flottage descendu de l'Outaouais en 1808, le commerce s'organise, de nouveaux comptoirs sont créés à Québec. Mais avant même que le mouvement ait pris une certaine ampleur, la conjoncture se dégrade brusquement. La crise qui avait frappé la plupart des secteurs industriels britanniques l'année précédente, atteint la construction navale en 1812. Les investissements productifs ayant été très faibles durant toute la période dominée par l'effort de guerre, nulle demande dans le secteur de la construction ne vient contrebalancer le marasme dans les arsenaux. Cette baisse de la demande sera suivie en 1814 et 1815 d'une brusque baisse des prix du bois. Avec le commerce libéré, les craintes de disettes oubliées, prend fin l'inflation ¹⁶.

En plus de souffrir de la conjoncture du marché anglais, le commerce canadien subit le contrecoup de la guerre de 1812. Avec les risques de la navigation, les coûts de fret et d'assurances sur l'Atlantique augmentent. Le marasme sera de longue durée, alors que, dès 1813, les bois de la Baltique reprennent la première place sur le marché britannique, pour la conserver jusqu'en 1816. Les taux de fret

¹⁴ François Crouzet, *L'Économie Britannique et le Blocus Continental*, I, deuxième partie.

¹⁵ En 1811, selon les statistiques britanniques, appendice B, tableau 11, p. 80, les exportations canadiennes auraient augmenté, tandis que les statistiques du port de Québec enregistrent une baisse pour cette même année, (appendice A, graphique 6, p. 73).

¹⁶ Ces problèmes sont étudiés à fond dans les ouvrages de Gayer, Rostow et Schwartz, et de François Crouzet, précédemment cités.

européens sont encore élevés, mais dans l'euphorie spéculative qui s'empare de l'Angleterre à la fin des hostilités, les intérêts de la Baltique espèrent encore conserver leur marché, malgré les récents tarifs. Menacés, les importateurs de bois coloniaux lancent une nouvelle offensive et le gouvernement déjà trop engagé envers eux, doit consentir en 1814 à porter le tarif à 65s. le load. Les effets de cette politique, momentanément amortis par la conjoncture défavorable, commenceront lentement à se faire sentir dans les années suivantes.

Un commerce artificiellement fondé en temps de guerre devait tenter de survivre à la paix, parfaire ses techniques et conserver son marché. Si l'on considère l'ensemble de la période 1808-1815, on peut conclure que ce furent là des années difficiles pour le marchand de bois de Québec. C'est durant cette période incertaine, que William Price fait au Canada l'apprentissage du commerce.

* * *

Chapitre I

Les débuts de William Price

Formation et milieu familial, William Price, commis de la maison Idle à Québec. Fondation de la compagnie W. Price. La conjoncture générale et les conditions du commerce du bois, 1815-1827. Le commerce de W. Price jusqu'en 1827.

[Retour à la table des matières](#)

William Price est né à Hornsey, dans le Middlesex, le 15 septembre 1789, le troisième d'une famille de huit enfants ¹⁷. On ignore la profession du père qui meurt lorsque les enfants sont encore jeunes. La famille s'établit à Londres et les trois aînés quittent tôt leurs études pour faire leur apprentissage dans le commerce. Les problèmes d'argent seront souvent évoqués par les frères et sœurs. Une des quatre filles sera gouvernante, la mère tient pension et les fils lui remettent une partie de leurs économies. Famille appauvrie, mais non pas d'humble condition, car elle entretient des relations avec des gens haut placés dans le gouvernement et les affaires. Les sœurs écrivent à William des lettres qui témoignent d'une excellente culture, d'une sensibilité raffinée. Elles commentent la politique et jugent avec hu-

¹⁷ *The Storied Province of Quebec - Past and Present*, IV: 403.

mour la société londonienne. La famille est très religieuse. C'est à l'Église Méthodiste que William donnera sa contribution annuelle ¹⁸.

À quatorze ans, celui-ci entre à l'emploi de la maison Christopher Idle où travaille déjà son frère aîné, David. Les quelques lettres de cette période révèlent un garçon sérieux, qui lit Socrate, Virgile ou Plutarque, préférant ces classiques à la littérature de son temps ¹⁹. La politique est pour lui un sujet dénué de tout intérêt ²⁰. Il a vingt et un ans lorsque la société Idle l'envoie à sa succursale de Québec où il arrive en mai 1810.

Son frère David fait alors de nombreux séjours à l'étranger pour le compte de la même maison, notamment à Fayal au Portugal. En 1812 ce dernier quittera Idle et, associé à d'autres marchands, entreprendra des affaires fructueuses à Rio-de-Janeiro. Un frère cadet s'établira également en Amérique du Sud, tandis qu'un autre travaillera quelques années pour un oncle de Philadelphie. Malgré l'éloignement, les liens entre les membres de la famille demeurent très forts et leurs rapports chaleureux. David assume l'autorité paternelle toute sa vie, William sollicitera ses conseils et acceptera ses reproches. Sans relâche, l'aîné exhorte à la patience, à la finesse en affaire, à l'ambition ²¹. Le succès qu'il souhaite à William est envisagé comme une nécessité. Il y va de l'honneur de la famille, de l'avenir de leurs sœurs. « *Si tu n'obtiens rien d'autre que ton salaire en allant à Québec, considère que ce déplacement ne te sert de rien...* » ²². « *J'ai confiance, écrit encore David, que le Ciel nous accordera la force, pour que nous puissions réussir, obtenir un jour une position indépendante* » ²³.

Les frères s'entraident volontiers. Encore simple commis, William prête £ 125 à l'un d'eux, somme qui sera engloutie dans une faillite. Lorsque lui-même sera en difficulté en 1843, David lui avancera £

¹⁸ Livres de caisse, AP série A.

¹⁹ W. Chesmer à W. P., 29 juillet 1809, *ibid.*

²⁰ Le même au même, 23 juillet 1809, *ibid.*

²¹ David Price à W. P., 30 mars 1811, *ibid.*

²² Le même au même, 10 juin 1810, *ibid.*

²³ Le même au même 20 octobre 1810, *ibid.*

6,000 ²⁴. Pour qui voudrait s'y arrêter plus longuement, la correspondance familiale, très volumineuse, apporterait des détails intéressants sur l'histoire sociale de l'Angleterre, celle des classes commerçantes en particulier.

La plupart des marchands de bois qui s'installent à Québec après 1800 ne fondent pas des entreprises autonomes, mais représentent des maisons britanniques. Ce sont des succursales, dirigées par des agents, qui achètent et expédient le bois en consignment à Londres ou à Liverpool. Il en est ainsi de la maison Idle. S'agit-il des mêmes intérêts qui, sous le nom de Scott Idle & Company, obtenaient au début de la guerre un contrat exclusif pour ravitailler la Marine en mâts et bois canadiens ? ²⁵ Tout semble l'indiquer. On sait qu'en 1807, Henry Usborne, déjà établi à Québec, aurait vainement tenté de leur faire perdre ce monopole ²⁶. Or, Idle considère les Usborne comme ses ennemis héréditaires ²⁷. En outre, dans une lettre de 1812, David Price parle de façon assez confuse des démêlés de la maison avec l'Amirauté, celle-ci ayant alors décidé de diviser les contrats entre divers soumissionnaires ²⁸. C'est à l'emploi de Idle, que Price acquiert l'expérience dans l'exécution des contrats gouvernementaux. Il s'agit donc d'une maison très puissante. « *Elle fait présentement, écrit David, des affaires de tous genres: contrats de mâts, transport maritime, importation de vin et de brandy d'Espagne, comptoirs au Portugal, vente de porto et de rhum sur le marché anglais; tout ceci représente une somme imposante d'activités* » ²⁹.

Cependant la succursale de Québec ne semble pas occuper une place si importante sur le plan local et c'est en vain que nous avons scruté les journaux pour y trouver mention de ce monopole. Ses bureaux et son magasin sont situés sur la rue St-Pierre et nous relevons l'achat d'un terrain et d'une grève dans la paroisse St-Joseph-de-la-Pointe-Lévis ³⁰. Nous ignorons si Idle possédait antérieurement une

²⁴ Le même au même, 6 octobre 1843, *ibid.*

²⁵ Robert G. Albion, *Forest and Sea Power*, 353.

²⁶ Loc. cit.

²⁷ William Chesmer à W. P., 7 février 1820, AP, série B.

²⁸ David Price à W.P., 19 mars 1812, *ibid.*

²⁹ Le même au même, 11 novembre 1811, *ibid.*

³⁰ Contrat entre W. Oviatt et Benjamin Roberge, 19 décembre 1809, *ibid.*

autre rade. La succursale importe des vins et autres marchandises, mais, contrairement à Gilmour, Usborne ou Hamilton, fait très peu de publicité dans les journaux. Elle n'accapare pas non plus une forte proportion du tonnage d'importation ou d'exportation.

William Oviatt, gérant à Québec, gagne £ 300 par an. Price, qui débute au Canada comme premier commis, en gagne £ 135 ³¹. David écrit à propos d'Oviatt: « *Même s'il peut tirer des milliers et dizaines de milliers, passer des contrats, acheter, vendre et commander un grand nombre de personnes, il ne travaille en rien à son propre avancement* » ³². Dès 1815, Oviatt s'étant retiré en Angleterre pour des raisons de santé, Price assumera la direction de la succursale.

Une fois installé au Canada, Price ne semble jamais avoir songé à retourner en Angleterre ou à chercher fortune ailleurs, bien qu'il ne cesse de déplorer son maigre salaire. C'est avec énergie et confiance que le jeune homme essaie de tirer le meilleur parti possible de son emploi chez Idle. Il ne fait pas qu'exécuter les ordres, mais est libre de prendre certaines initiatives. Ainsi, dès sa première saison à Québec, il expédie aux Antilles, un chargement de poisson, vin et jambon. La transaction se solde par une perte de £ 133 et David le blâme sévèrement pour cette malheureuse spéculation ³³.

En général, le travail consiste à dédouaner, entreposer, vendre la marchandise importée, à s'occuper de tous les aspects techniques de l'exportation du bois. Nous possédons très peu de détails sur ces premières années hormis les conseils répétés de son frère, qui l'encourage à se familiariser avec les ressources du pays et à établir des contacts avec les fournisseurs de bois ³⁴. On a écrit que Price, nommé major dans la cavalerie, aurait commandé une batterie d'artillerie durant la guerre de 1812 ³⁵, mais il n'y a rien dans les archives pour corroborer ces faits. Au printemps 1813, Price est chargé par ses em-

³¹ David Price à W.P., 30 mars 1811, *ibid.*

³² Le même au même, 11 novembre 1811, *ibid.*

³³ David Price à W.P., 11 novembre 1811, *ibid.*

³⁴ Le même au même, 30 mars 1811, *ibid.*

³⁵ William Wood et alii, *The storied province of Quebec – Past and Present*, IV : 403.

ployeurs d'une mission assez délicate à Halifax. Il s'agit d'acheter pour la Marine britannique environ cinq navires. On s'attend à payer ces vaisseaux moins cher qu'en Angleterre, soit de £ 5 à £ 6 le tonneau, et à les équiper de prisonniers anglais relâchés par les Américains, pour la livraison à Londres ³⁶. Voilà donc tout ce que nous savons des activités de Price avant qu'il assume la gérance de l'établissement de Québec.

La correspondance de ces années se compose surtout des nombreuses lettres de William Chesmer. Celui-ci est un Londonien, ami de jeunesse de Price, qui s'est lancé dans des aventures commerciales qui le mènent tantôt sur la Méditerranée, tantôt en Amérique du Sud, aux Antilles et au Canada. Price est son agent au Canada. Chesmer est bavard, fantaisiste, peu scrupuleux en affaires. Ses conseils importuns, ses exigences, voire sa déloyauté, finiront par lasser Price qui mettra brutalement un terme à leurs relations en 1822 ³⁷.

Pendant les années de récession, Price s'intéresse au marché des céréales et au commerce du rhum, « *Nos affaires en ce pays, écrit-il à un marchand de la Jamaïque, ont bien diminué depuis la paix, les besoins du gouvernement en mâts et en bois ayant cessé. J'ai attiré l'attention de la maison sur la nécessité d'un commerce plus varié que celui que nous avons mené jusqu'ici* » ³⁸. Ailleurs Price se dit étonné des quantités extraordinaires de rhum qui ont été expédiées de Québec vers les États-Unis et le Haut-Canada ³⁹. Malgré tout, la société Idle n'a jamais cessé de s'occuper des achats de bois et lorsque la demande renaît, on voit Price effectuer chaque hiver des voyages dans le Vermont et le Haut-Canada. Il achète les douves, le chêne et le pin équarri sur la Rivière Trent, la Seigneurie de la Petite Nation, autour des lacs Champlain et Ontario. Il exporte également des madriers qui sont sciés à Québec avec le bois du Haut-Canada. D'autres commandes de madriers sont confiées aux scieries de Saint-Thomas et de la Malbaie, d'où elles sont directement chargées pour l'Angle-

³⁶ William Oviatt à W.P., mars 1813, AP, série B.

³⁷ W. P. à William Chesmer, 8 octobre 1822, *Ibid.*

³⁸ W. P. à John Reid, 29 octobre 1817, *ibid.*

³⁹ W. P. à Thomas Wright, 10 avril 1818, *ibid.*

terre ⁴⁰. Durant l'hiver 1819-20, Price prépare des mâts et des bois pour la Marine Britannique ⁴¹. À plusieurs reprises, Price essaie de convaincre Idle de construire une scierie dans l'anse de la rive sud, actionnée soit à vent, soit à vapeur. Avec les quantités de bois non exportables qui restent sur le terrain, il parle aussi de faire construire des goélettes. On ignore si Londres a fini par approuver ces projets ⁴².

La maison de Londres a perdu beaucoup de son prestige. Christopher Idle est mort et son fils George, qui lui succède, n'a ni l'expérience, ni les qualités nécessaires. Selon David, le capital qui aurait été de plus de £ 800,000 en 1812 est réduit à £ 50,000 au moment du règlement de la succession ⁴³. Des lettres d'amis et de parents affirment que l'entreprise est chancelante. Tous recommandent à Price de quitter cette maison qui l'exploite.

En février 1819, George Idle donne ordre de liquider toutes ses affaires à Québec, mais quatre jours plus tard, il annule cet ordre, apparemment donné sans réflexion. En vain proposera-t-il plus tard à Price une véritable association, avec pourcentage sur les profits, pour remplacer la gérance salariée ⁴⁴. Price a depuis longtemps décidé de rompre avec Idle et c'est ailleurs qu'il cherche activement des commanditaires et des clients. Il retirera cependant son salaire jusqu'à la rupture définitive en 1820. La succursale Idle à Québec ne survivra pas au départ de Price. Celui-ci restera administrateur des biens que Idle possède au Canada et occupera leur terrain de l'anse Hadlow à Lévis.

Ainsi, fort de l'expérience acquise durant ces dix années, William Price cherche une association avantageuse. Il ne possède que ses maigres économies, mais il connaît le pays, tout ce qui a trait au commerce en général et à l'exécution difficile des contrats gouvernementaux. Il forme une société avec le jeune George Usborne, espé-

⁴⁰ W. P. à George Idle, 9 mars 1820, *ibid.*

⁴¹ George Idle à W. P., 23 août 1819, *ibid.*

⁴² W. P. à William Chesmer, 1^{er} mars 1817, *ibid.*

⁴³ David à W. P., 5 octobre 1819, *ibid.*

⁴⁴ William Chesmer à W. P., 7 février 1820, *ibid.*

rant que la maison John Usborne d'Angleterre affrétera un grand nombre de vaisseaux pour le neveu établi au Canada ⁴⁵. Il est déjà déçu par les Usborne, lorsqu'il reçoit l'offre de Parker et Yeoman, importants courtiers en bois de Londres. Ceux-ci ont l'intention de supporter l'établissement de Dowie et McCutcheon à Montréal et il leur est indispensable d'avoir un autre bureau à Québec. Ayant eu de bons rapports sur Price, ils lui proposent d'entrer dans la future compagnie ⁴⁶. Peter McCutcheon est un importateur qui fait affaire dans le Haut-Canada depuis environ deux ans. Kenneth Dowie était préalablement attaché à Parker et Yeoman à Londres. Parker désire que les deux nouveaux établissements de Montréal et Québec soient sur un pied d'égalité et que l'association soit tenue secrète pendant un an ou deux « pour ne pas éveiller la jalousie et la concurrence ». Price n'apparaîtra aux yeux du public que comme leur agent ⁴⁷. Facilement, Price se défait de George Usborne et le premier mai 1820 le nouvel accord est conclu ⁴⁸. L'établissement de Montréal continuera à s'adonner surtout à l'importation et au commerce des céréales, tandis que Québec s'occupera de la réception et de l'expédition des marchandises ainsi que des exportations de bois. « Parker et Yeoman, écrit Price à son frère, nous donneront tout leur appui et nous procureront des affaires. J'ai des amis aux Antilles et en Angleterre sur qui je compte. Je te prie d'écrire à toutes tes connaissances qui pourraient m'être de quelque service. C'est un grand avantage de pouvoir se recommander d'une maison aussi respectable » ⁴⁹. L'association n'est donc pas exclusive et Price reste libre de mener ses propres affaires.

McCutcheon apporte dans la société un capital de £ 5,220, soit la valeur de son inventaire. Price fournit environ £ 1,000, qui sont investies dans une scierie ⁵⁰. En 1823, il y a remaniement de la société, avec la venue d'un nouvel associé, Nathaniel Gould, et le départ de Kenneth Dowie, remplacé par son frère James. Ce sera désormais: la compagnie William Price, à Québec; la compagnie McGill, à Montréal (McCut-

⁴⁵ W. P. à David Price, 18 novembre 1820, *ibid.*

⁴⁶ William Parker à W. P., 5 février 1820, *ibid.*

⁴⁷ Le même au même, 25 mars 1820, *ibid.*

⁴⁸ . P. à David Price, 18 novembre 1820, *ibid.*

⁴⁹ Loc. cit.

⁵⁰ W. P. à Gould et Bowie, 6 avril 1843, *ibid.*

cheon est devenu Peter McGill au cours de l'hiver 1821) ; et la compagnie Gould et Dowie, à Londres.

Nous sommes ici en présence de l'organisation typique, telle que décrite par Clapham ⁵¹. Parker, Yeoman apportent la réputation d'une maison bien établie, un support financier sous forme d'avances sur la valeur des marchandises, avances versées à Gould et Dowie. Leur rôle est celui du banquier (crédit), du courtier (trouver les clients) et aussi du consignataire, à l'occasion. Au-dessous, trois compagnies, qui comptent chacune quatre actionnaires. Comme dans toute compagnie, la responsabilité des actionnaires est limitée à leur mise de fonds. Chacun détient le quart du capital dans chaque établissement et a droit au quart des bénéfices. En réalité, les associés ne souscrivent pas au début un capital égal. Nathaniel Gould apporte une fortune assez considérable dans l'affaire ⁵². Dowie a probablement fait de même. McGill et Price sont choisis en vertu de leur situation au Canada, de leur valeur personnelle. Toute l'entreprise repose sur eux et c'est pour s'assurer de leurs services qu'on leur consent chacun le quart des actions. Price a en outre un atout spécial, car seul des quatre, il perçoit une commission de 5% sur toutes les opérations qu'il effectue. Pour les bois, la commission est calculée sur le prix de revient au port de chargement. On peut considérer cette commission comme un salaire versé à celui qui fait la majeure partie du travail ⁵³. De part et d'autre, toutes les expéditions se font en consignment, c'est-à-dire que les trois compagnies agissent comme agents les unes pour les autres. Gould et Dowie envoient des produits manufacturés à McGill et ils reçoivent les céréales et les bois ⁵⁴.

William Price est autorisé à tirer des traites sur Gould et Dowie. Durant l'automne et l'hiver, Londres avance ainsi environ la moitié de la valeur probable du bois, (avances aux contracteurs et préparation); une nouvelle somme est tirée au printemps et à l'été (règlement final avec les contracteurs, coût du chargement). La somme des

⁵¹ J. H. Clapham, *An Economic History of Modern England*, 255ss.

⁵² Kneth Dowie à W. P., 24 mai 1823, AP, série B.

⁵³ W. P. à Gould et Dowie, 20 février 1845, *ibid.*

⁵⁴ Nous n'avons rien trouvé de précis dans les archives sur les affaires de Peter McGill, non plus que sur les modalités de la vente du bois en Angleterre.

avances équivalent aux trois quarts, parfois à la totalité du prix de revient ⁵⁵. Gould et Dowie affrètent les vaisseaux et paient le fret, l'assurance maritime, les droits d'entrée en Angleterre et toutes les dépenses au port d'arrivée. Ce n'est qu'au moment de la vente finale, dans le cours de l'hiver suivant, que toutes les avances et déboursés sont réajustés. C'est donc un capital considérable qui est immobilisé au delà d'un an. Price tire généralement des traites à court terme; les banques du Canada n'attendant pas toute une année avant de les présenter à Gould et Dowie.

La fondation de la compagnie W. Price s'insère dans un climat commercial encore instable. Au lendemain des guerres de Napoléon, l'économie britannique est entrée dans une phase dépressive. Toute la période qui s'ensuit s'inscrit dans une baisse de longue durée qui ne s'achève qu'en 1850. Cependant, il ne faudrait pas voir dans cette chute des prix séculaire un indice de marasme ou de stagnation économique car, bien au contraire, c'est une période d'expansion majeure pour l'industrie britannique. La baisse des prix n'est d'ailleurs pas aussi forte qu'on l'a souvent dit. Elle est très apparente dans la courbe des importations britanniques, alors que les prix des produits domestiques demeurent à peu près stables dans l'ensemble. Les causes de cette baisse de longue durée sont avant tout d'ordre monétaire et technique. Avec l'adoption de l'étalon-or, il y a réajustement de la réserve métallique. Les innovations industrielles commencent à porter fruit et les coûts de production diminuent tandis que les chemins de fer, les progrès de la navigation font baisser les frais de transport. Alors que la période précédente était dominée par le commerce extérieur, celle-ci voit se décupler les investissements domestiques de caractère productif: construction et agrandissement des usines et des chemins de fer, construction de maisons qui accompagne l'extraordinaire expansion urbaine. Ce rythme accéléré de croissance industrielle explique le développement rapide et soutenu du commerce du bois canadien, qui demeure, durant toute cette période, axé sur le marché britannique ⁵⁶.

⁵⁵ Gould et Dowie à W. P., 4 janvier 1847, *ibid*.

⁵⁶ Gayer, Rostow and Schwartz, *The Growth and Fluctuation of the British Economy*, II, Part I: general analysis.

La seule arrivée des bois canadiens sur le marché en 1809 avait suffi à freiner l'inflation et, de 1814 à 1820, les prix du bois baissent sensiblement. Durant tout le reste de la période, la baisse sera très peu prononcée et rompue par trois remontées passagères, soit 1820-25, 1833-39, et 1843-45. En 1850, les prix du bois auront à peu près rejoint le niveau de 1790. L'amplitude des mouvements cycliques demeure faible pendant la période.

Plus que les prix, le volume des importations de bois en Angleterre et ceux des exportations au port de Québec nous permettent de dégager la trame du commerce ⁵⁷. Pour l'étude qui suit, on se reportera aux graphiques 5, 6, et 7 ⁵⁸.

La reprise des exportations canadiennes, lente après la fin de la guerre, s'accélère sous le coup de deux cycles de brusque spéculation. En 1818-1819, les marchands de bois, misant sur l'expansion de la construction, importent beaucoup plus que ne peuvent absorber les chantiers encore stagnants. Avec les stocks invendus, la chute des importations s'ensuit en 1820 ⁵⁹. Une lettre dans les archives Price corrobore ces faits. « 1819, écrit W. Chesmer, fut une année de mévente, désastreuse pour les importateurs de bois. Tous ont perdu et Idle se félicite d'avoir fait un profit de £ 2,000, alors que l'année précédente il avait réalisé £ 18,000 » ⁶⁰. On note ici que la crise se produit un an plus tard au Canada, dans les expéditions de bois brut. Par contre le mouvement des exportations de madriers (graphique 7) suit fidèlement celui du total des importations en Angleterre.

De 1821 à 1825, l'Angleterre connaît une vague prodigieuse d'investissements, trop brusque pour être saine. *Le premier boom cyclique dans l'économie britannique*, affirment plusieurs auteurs. Les prix et le volume des importations de bois montent en flèche, jusqu'à ce que la surproduction déclenche une panique financière, en décem-

⁵⁷ Il ne s'agit pas d'une comparaison quantitative entre les bois canadiens mesurés en tonnes et le total des importations britanniques, mesurées en loads, mais de l'étude comparative des mouvements.

⁵⁸ Voir appendice A, pages 72, 73, 74.

⁵⁹ Gayer, Rostow and Schwatz, *op.cit.*, I: 140ss.

⁶⁰ William Chesmer à W. P., 7 février 1820, AP, série B.

bre 1825. Encore ici, le volume des exportations de madriers tombe en 1826, tandis que celui du bois brut se maintient jusqu'en 1827.

Après cette crise retentissante, l'économie britannique demeure ébranlée jusqu'en 1832. D'autre part, on constate que le volume des importations de bois en Angleterre atteint en 1827 un palier qu'il gardera jusqu'en 1837. Mais les exportations canadiennes vont dès lors monter régulièrement durant les dix prochaines années. Ceci indique que la proportion des bois importés de la Baltique ou des Maritimes a décru considérablement durant la décennie.

Les bois européens tiennent encore une place importante sur le marché britannique et on les utilise dans toutes les constructions coûteuses. Or, sitôt la guerre terminée, les libéraux ont repris la lutte pour la liberté de commerce. Leur cible préférée est le tarif exorbitant sur les bois étrangers, dont le poids retombe sur le consommateur anglais. « *Ce commerce, déclare Ricardo aux Communes, est né d'une querelle entre l'Angleterre et les pays de la Baltique; il a survécu à son utilité* » ⁶¹. En 1821, un Comité de la Chambre étudie la question et la crainte s'empare des intérêts nord-américains. Price écrit en 1820: « *Il y a trop de marchands dans ce pays. Tout irait mieux si la moitié d'entre nous déménageait. Les affaires au Canada sont tombées et elles seront encore réduites des deux tiers si le tarif est modifié à notre désavantage, ce à quoi nous nous attendons... Si le tarif demeure inchangé, j'aurai toutes les chances de mon côté. S'il est modifié, les pertes seront inévitables* » ⁶².

Mais l'enquête ne donne lieu qu'à un réajustement mineur, soit en 1821, la réduction à 55s. pour les bois étrangers et l'imposition de 10s. sur les bois coloniaux. Ces derniers, compte tenu du fret, bénéficient encore d'une préférence réelle de 30s. le load ⁶³. On évalue déjà à £ 150,000 au moins les capitaux britanniques investis dans les forêts canadiennes, sans compter les intérêts locaux ⁶⁴. Le commerce est donc assez

⁶¹ Gerald S. Graham, *Sea Power and British North America, 1783-1820*, 150.

⁶² W. P. à David Price, 18 novembre 1820, AP, série B.

⁶³ R. L. Schuyler, *The Fall of the Old Colonial System, a Study in British Free Trade, 1770-1870*, 105.

⁶⁴ Gerald S. Graham, *ibid.*, 150.

solide pour supporter ce revers et rien, dans le mouvement des exportations, n'indique que la nouvelle loi l'ait affecté profondément.

En 1821, l'Angleterre a également imposé des droits sur les bois américains qui, par le Richelieu, étaient descendus à Québec et exportés comme bois coloniaux. L'ouverture du canal Champlain en 1822 achève de détourner les bois du Vermont du marché canadien et cette source est complètement tarie à partir de 1826-1827 ⁶⁵. Cette coupure dans l'approvisionnement a pu contribuer, sinon à accentuer les chutes, du moins à ralentir l'expansion.

Sitôt la nouvelle compagnie organisée, Price part en Angleterre revoir sa famille et chercher des clients. C'est sa première visite en onze ans. De retour à Québec en avril 1821, il reprend la direction de ses affaires.

Les séries de cahiers de comptabilité ne commencent qu'en 1827, cependant que la correspondance d'affaire est à peu près inexistante entre 1820 et 1830. C'est dire que nous possédons très peu de détails sur les dix premières années de la compagnie.

Les bureaux et le magasin sont situés au numéro 1 de la rue St-Pierre, un immeuble que Price loue £ 250 par an ⁶⁶. À Québec également, il y a un entrepôt (Brewery premises) attenant à un quai où les stocks de céréales de McGill valant de 3 à £ 6,000, sont accumulés durant quelques mois chaque été ⁶⁷. Dans le port de Québec, sur la rive sud, Price occupe deux emplacements: il loue l'anse Hadlow de la succession Idle et y adjoint deux nouveaux lots, loués £ 30 chacun à des habitants de la rive ⁶⁸. Il y a là des quais, des cours à bois, une forge et un atelier. Le second établissement, celui de la Pointe Levis serait, croyons-nous, situé à un mille environ à l'est de Hadlow, à l'embouchure du ruisseau Lamiot (d'Amyot, aujourd'hui). En 1821, Price a signé pour ce terrain un bail emphytéotique avec François

⁶⁵ A.R.M. Lower, *The North American Assault on the Canadian Forest*, 94.

⁶⁶ W. P. à Blackwood et la Rocque, 9 mars 1820, AP, série B.

⁶⁷ Livres de caisse, AP, série A.

⁶⁸ Loc., cit.

Hallé ⁶⁹. Le contrat mentionne que Price se propose d'y faire construire une retenue et une écluse. Il paiera £ 1 par an, 50 planches et 150 croûtes. « *S'il ne scie point, il sera déchargé de cette dernière obligation* ». Dans les années 40, il y aura une scierie à vapeur installée à cet endroit, mais nous ignorons ce qu'il advint du projet du ruisseau d'Amyot.

Nous savons d'autre part que Price fait construire sa première scierie en 1820, laquelle débite 300 madriers aux vingt-quatre heures ⁷⁰, et sera emportée l'année suivante par une inondation ⁷¹. Il est peu probable qu'il s'agisse du maigre ruisseau de la Pointe Lévy, lequel d'ailleurs ne fut loué qu'en 1821. Nous serions enclins à situer l'établissement à Saint-Thomas ou à la Malbaie. La Pointe Lévis, avec ses quais, magasins et ateliers fait pendant à Hadlow en attendant l'achat des grèves de New-Liverpool en 1831.

Le seul indice qui nous permet d'évaluer le commerce de Price durant ces premières années est une liste des divers chargements, tels qu'enregistrés par les autorités du port et reproduits dans le Québec Commercial List ⁷². Nous en avons fait un relevé que nous reproduisons ici sous toutes réserves, car il y a souvent plusieurs expéditeurs pour un même navire, ce qui rend la compilation difficile. D'autre part, il nous a semblé que souvent les chargements indiqués ne s'accordaient pas avec le tonnage du navire. Enfin, puisque les bois sont mesurés en pièces, il est impossible d'utiliser ces chiffres autrement que pour fins de comparaison. Price étant toujours l'expéditeur, pour Idle ou pour sa propre compagnie, on a une liste ininterrompue des chargements pendant 13 ans ⁷³.

Il ressort de ce tableau que les expéditions de bois effectuées par Price jusqu'en 1824 sont peu importantes, trop peu pour refléter la courbe générale des exportations au port de Québec. Le bond en

⁶⁹ Bail devant le notaire J. Bélanger, original au Séminaire de Québec, copie dans AP, série B.

⁷⁰ W. P. à David Price, 18 novembre 1820, *ibid.*

⁷¹ W. P. à David Price, 18 novembre 1820, *ibid.*

⁷² The Quebec Commercial List, 1816 à 1828.

⁷³ Voir le tableau 1, page suivante.

avant produit en 1825, lorsqu'il charge sur 36 navires, 8% du chêne, 4% des madriers et des douves expédiés de Québec. On sait par ailleurs que ces chiffres ne tiennent pas compte des madriers achetés en bas de Québec que Price expédie directement, en 1820, et probablement bien avant ⁷⁴. La montée subséquente est spectaculaire. En 1828, il y a soixante-quinze chargements, soit le chiffre qui se maintiendra pendant toutes les années 30.

La correspondance nous fournit quelques autres indications. Ainsi, dans l'année qui suit la fondation de la compagnie, Price fait environ £ 1,000 de commission ⁷⁵, ce qui représente un chiffre d'affaires de £ 20,000. En outre, sa part de profit a été de £ 750 en 1820 et 1821 et de à £ 3,500 en 1822 ⁷⁶. Tout ceci indique un départ modeste. *La Gazette de Québec* publie, à partir de 1821, plusieurs annonces de Price, offrant, en vente régulière ou aux enchères, divers produits importés: toiles, cordages, vin, rhum, raisins, sucre, noix, poterie, etc., ainsi que de la farine et du lard du Haut-Canada.

⁷⁴ W. P. à George Idle, 9 mars 1820, AP, série B.

⁷⁵ W. P. à David Price, 18 novembre 1820, *ibid.*

⁷⁶ W. P. à Gould et Dowie, 6 avril 1843, *ibid.*

Tableau 1
Volume du bois expédié par W. Price 1816-1828 ⁷⁷

[Retour à la table des matières](#)

Année	Pin	Chêne	Madriers	Mâture	Douves	Navires
1816	121	413	20 251	1 529	25 975	10
1817	175	9	26 157	530	27 833	4
1818	2 690	273	29 592	725	72 153	13
1819	727	40	38 569	135	28 194	8
1820	969	763	29 901	191	41 375	10
1821	2 766	460	53 400	81	252 742	21
1822	2 668	328	36 557	289	199 482	18
1823	2 117	298	82 628	82	148 152	19
1824	2 379	428	76 557	36	158 145	16
1825	5 009	1 877	77 443	177	179 406	36
1826	--	--	--	--	--	4
1827	--	--	--	--	--	57
1828	--	--	--	--	--	75

Tous les bois sont mesurés en pièces.

Ce sont les affaires de Montréal qui semblent surtout inquiéter les associés de Londres durant ces premières années. « *Le commerce du Haut Canada est en mauvaise posture, écrit Dowie en 1823. Les marchands n'ont pas payé la moitié des marchandises achetées l'an dernier et il n'y a à peu près pas de demande chez les consommateurs..* » ⁷⁸. Durant toute cette période, Parker contrôle sévèrement les commandes, donnant ainsi en 1823 permission d'acheter des bois jusqu'à concurrence de £ 10,000 seulement.

Durant quelques années Price participe au commerce côtier intercolonial mené par les marchands de Québec. Sur deux goélettes, effectuant chacune environ quatre voyages par saison, il charge de la farine, du beurre, du porc et des « pease » à destination de Halifax, Miramichi et St-Jean, Terre-Neuve. Les goélettes reviennent sur lest. Québec ambi-

⁷⁷ Nous avons interrompu notre compilation en 1826 car le nombre de chargements se multipliant, il aurait fallu consacrer trop de temps pour obtenir des statistiques qui demeurent approximatives.

⁷⁸ Kenneth Dowie à W. P., 24 mai 1823, *ibid.*

tionne de concurrencer New-York et Liverpool dans l'approvisionnement des Maritimes ⁷⁹, mais les marchands se plaignent des frais de sortie trop élevés exigés par le Bureau des douanes ⁸⁰. Nous ne retrouverons aucune trace de ce commerce intercolonial dans les cahiers de comptabilité de 1827. On peut croire que les capitaux apportés en 1823 par Nathaniel Gould insufflent une vie nouvelle à l'entreprise. L'expansion du marché britannique jusqu'à 1825 contribue à lancer William Price sur la voie du succès, à lui faire concentrer ses activités sur le seul commerce du bois.

⁷⁹ P. McGill à W. P., 31 mars 1823, *ibid.*

⁸⁰ JALBC, 1824, appendice Z, témoignage de William Price.

Chapitre II

William Price, marchand

Les catégories des bois exportés. Les prix du bois à Québec. Les activités au port de Québec. Les contrats avec les entrepreneurs. Les contrats du Ministère de la Marine.

[Retour à la table des matières](#)

Le commerce de W. Price porte sur diverses essences et catégories de bois, sur lesquelles nous avons puisé dans les archives de la compagnie plusieurs renseignements utiles.

Pendant plusieurs années, le bois équarri tient la première place dans le volume et la valeur de ses exportations. L'arbre est coupé en pièces d'au moins 20 pieds de longueur, aplanies à la hache sur quatre faces. Seuls les arbres absolument parfaits sont choisis et l'équarrissage leur fait perdre le tiers de leur volume. L'unité de mesure est le pied cube, et, en Angleterre, le load de 50 pieds cubes.

Le pin blanc, qui a remplacé le sapin de la Baltique sur le marché anglais, est le premier article d'exportation. La hauteur peut dépasser les cent pieds, mais tous les spécimens de grande taille sont en géné-

ral réservés pour les mâts, vergues et beauprés. La pièce de pin équarri varie de 60 à 80 pieds cubes, un seul arbre fournissant de deux à trois pièces de 20 pieds de longueur par 2 pieds de diamètre. On rencontre aussi un grand nombre de pièces de 40 et 50 pieds cubes. Une loi fédérale de 1886 établira le standard à 20 pieds cubes ⁸¹. Dans l'intervalle, les grands pins avaient disparu. Notons que Price fait couper ses mâts dans les États de New-York et du Vermont, parfois dans le sud du Haut-Canada. Plus au nord, les arbres n'atteignent sans doute pas les dimensions requises.

Le pin rouge est un arbre plus petit qui donne des pièces variant de 30 à 45 pieds cubes. Les plus volumineuses sont transformées en espars pour la Marine britannique. Longtemps la cote du pin rouge sera très élevée sur le marché. Mais à partir de 1847, il tombe en défaveur, le volume des exportations s'effondre et, en 1852, sa valeur est la même que celle du pin blanc ⁸². On trouvait du pin rouge en abondance sur le Saint-Maurice le Saguenay et dans certains districts du Bas du Fleuve.

Par contre le chêne provient presque exclusivement de l'Outaouais et des Grands Lacs. Les cahiers de comptabilité mentionnent des pièces mesurant de 30 à 70 pieds cubes. On équarrit aussi des bois d'essences diverses, comme le merisier, le frêne, l'érable, et surtout l'orme, largement utilisé dans la construction navale. Après 1850, Price commencera à exporter et à vendre sur le marché local le cèdre et le mélèze, sous forme de traverses de chemin de fer. Les anspects en noyer blanc, les avirons en frêne sont des pièces plus minces, d'environ 6 pieds de longueur, généralement ouvrées à Québec. Tout comme les pièces de mât, elles sont mesurées en pieds cubes.

Price utilise les douves pour compléter ses cargaisons, et en expédie par goélette dans tous ses établissements. On les fabrique à partir des merrains, pièces de chêne de 6 pouces d'épaisseur, laissées après

⁸¹ An Act respecting the cutting and measuring of Lumber in the Provinces of Ontario and Quebec, 49 Vict., chap. 3, cité par James E. Defebaugh, *History of the Lumber Industry of America*, I: 125.

⁸² *Ibid.*, I : 109.

l'équarrissage ou taillées dans des arbres imparfaits. Elles se préparent en forêt et dans les tonnelleres du Haut-Canada ⁸³. Mais on constate que Price fait préparer presque toutes ses douves dans les ateliers de Hadlow et de New Liverpool. La douve standard mesure 5" x 1^{1/2}" x 3^{1/2}" ; la douve des Indes Occidentales, 4" x 3/4" x 3^{1/2}". L'unité est le « mille » ou M, soit 1,200 pièces. Les bardeaux de cèdre ou de pruche se vendent aussi au « mille ». Les lattes en pin rouge ou en épinette sont mesurées à la corde. Ces deux derniers articles comptent peu dans le volume des exportations de Price.

La catégorie de bois qui prend graduellement le plus d'importance dans le commerce de Price est le madrier. Il s'agit spécifiquement du « deal » anglais, soit une pièce de 12 pieds de long, 9 à 11 pouces de large, 2^{1/2} à 3 pouces d'épaisseur. On a le madrier de pin rouge, blanc ou jaune ⁸⁴ et le madrier d'épinette. Sur les terres de Price, un pin donne en moyenne trois billes de 12 pieds; si l'arbre est de bonne taille (22" de diamètre), chaque bille fournit 8 madriers. Un diamètre médiocre donne seulement 2 madriers. La valeur de la bille est inférieure à celle du pin équarri: à volume égal la pièce de pin vaudrait environ £ 1 et la bille 6 shillings. Dans la fabrication du madrier, le coût de la matière brute étant moindre, la marge de bénéfice est plus élastique et comprend certains éléments prévisibles, tels que les frais de fonctionnement de la scierie. L'exportation de bois équarri a un caractère plus spéculatif car l'étroite marge de bénéfice dépend uniquement des fluctuations du marché. Price exporte des madriers d'épinette dès 1818. À mesure que les réserves de pin diminuent, ces expéditions deviennent plus importantes. En 1853, l'épinette représente le tiers des chargements de madriers dans le Saguenay ⁸⁵. Pour chaque essence de bois, il y a trois catégories de madriers, réparties selon la qualité. Il y a en outre les rebuts (culls) que Price exporte durant les bonnes années. Le madrier est mesuré en standard de 100 pièces de 12' x 11" x 2^{1/2}". Toutes les pièces de dimensions différentes doivent être ajustées à ce standard. C'est le standard de Québec

⁸³ *Ibid.*, 91ss.

⁸⁴ Il y a souvent confusion dans les livres des comptes entre pin blanc et le pin jaune. Nous croyons que le « yellow pine » correspond au pin gris ou cyprès, arbre plus chétif et de moins bonne qualité que le premier.

⁸⁵ Mémoire, 1853, AP série B.

qui équivaut à 2,750 pieds p. m. p. ⁸⁶ En Angleterre, on utilise, selon les circonstances le standard de Québec et le standard de Petersbourg (120 pièces).

Nous avons cru, au début de nos recherches, pouvoir établir des séries de prix pour les bois. Mais nous nous sommes aperçus que la chose est impossible à partir d'une simple comptabilité privée. T. Tooke qui publia au milieu du XIXe siècle une *Histoire des Prix*, en 6 volumes, déclare n'avoir utilisé que les prix du bois européen, « *le bois américain comprenant une telle gamme de qualités, que les variations de prix résultent souvent de la qualité qui domine sur le marché à tel ou tel moment* » ⁸⁷. Les gouvernements du Bas-Canada et du Canada-Uni ont imposé des dimensions réglementaires pour les bois exportés, mais elles ont été peu ou pas suivies. « *Je pense, déclare Price à une enquête en 1834, que l'inspection du bois est un règlement convenable, mais je suis certain que les personnes, à qui il est consigné en Angleterre, considèrent le marchand comme responsable et ne portent aucune attention aux classifications des inspecteurs de Québec* » ⁸⁸.

Nous trouvons dans la comptabilité le prix payé pour une quantité de bois déterminée. Ainsi, 5,000 pieds de pin rouge à 5d = £ 104.4.3 Mais comme nous ignorons la dimension des pièces, le prix est inutilisable. En effet, le prix d'un pied cube de bois diffère selon qu'il s'agit d'une pièce plus ou moins volumineuse. Une pièce de chêne de 60 p. c. vaut 1/6 le p. c. alors qu'une pièce de 30 p. c. ne vaut que 1s. Enfin, il y a toutes les variations qui se rapportent à la qualité du bois. Ajoutons que Price passe des contrats avec ses fournisseurs durant l'hiver. Alors, le prix inscrit dans les livres en juillet est celui qui a été fixé en janvier et non celui du marché, mais il n'y a rien dans les livres qui nous l'indique.

⁸⁶ Le pied mesure de planche est aujourd'hui l'unité de mesure du bois d'œuvre. Au XIXe siècle, on l'utilisait aux États-Unis et la Marine britannique l'employait dans ses contrats.

⁸⁷ Cité par Gayer, Rostow et Schwartz, *The Growth and Fluctuation of the British Economy 1790-1850*, II : 852.

⁸⁸ JALBC, minutes des témoignages, 27 février 1834.

Bref, il est impossible de faire un relevé des prix du bois à Québec à partir des sources dont nous disposons. Cependant l'étude des livres nous a permis de faire quelques observations: les pièces de large diamètre se vendent plus cher à mesure que les arbres de grande taille disparaissent. Ainsi, un mât de 30" x 99' ou 618 p. c. vaut, à Québec, £ 40 en 1833 et £ 60 en 1846. La baisse des prix est sensible dans toutes les catégories de bois en 1847 et 1848. Certaines catégories ne se relèveront pas; tel, le pin rouge qui cesse d'être en demande et le pin blanc, qui après avoir oscillé autour de 5d. durant toute la période, semble vouloir plafonner à 4d. Nous donnons ici une liste de la valeur moyenne du bois entre 1830 et 1850. Ces prix peuvent simplement servir d'échelle de comparaison entre les différentes catégories.

Tableau 2
Moyenne des prix du bois à Québec, 1830-1850

[Retour à la table des matières](#)

Bois	Unité de mesure	Prix de	à
Chêne	p. c.	11d	1/6 selon les dimensions
Orme	p. c.	7d	10d selon les dimensions
Pin rouge	p. c.	8d	1sh. selon les dimensions
Pin blanc	p. c.	3,5d	5d selon les dimensions
Frêne	p. c.	4d	6d selon les dimensions
Douves standard	M	£ 35	£ 45 très variable
Douves Indes Occidentales	M	£ 16	£ 20 très variable
Madrier, pin	Cent	£ 7,5 et £5,10	1 ^{ère} et 2 ^e qualités
Madrier, épinette	Cent	£ 6,10 et £4,6,8	1 ^{ère} et 2 ^e qualités

Lorsque Price dresse ses inventaires, il établit le prix moyen du pin blanc équarri à 5d le p. c. et il évalue globalement les madriers à £ 6 le cent pour l'épinette, et à £ 7,5s. pour le pin.

Au printemps 1831, William Price achète la rade de New-Liverpool pour laquelle il verse £ 66 en lods et ventes à Sir John Caldwell ⁸⁹. Ce sera son principal port de chargement. La valeur de l'établissement serait de £ 6,000 et Price y aurait eu plus de 60 personnes sous ses ordres ⁹⁰. Certaines gravures de Bartlett ⁹¹ illustrent bien le type d'occupation de ces rades. Chaque division rectangulaire est limitée par deux longs quais parallèles; au large, on voit des postes d'ancrage et une estacade (baume) qui s'ouvre pour faire entrer les cages (dromes) qui sont démembrées à l'intérieur. D.D. Calvin consacre plusieurs pages intéressantes à la description des anses et à la descente des cages depuis le lac Ontario et l'Outaouais jusqu'à Québec ⁹².

Les madriers que Price achète dans les Seigneuries sont parfois empilés sur des cages, plus souvent chargés sur des goélettes. Molson a organisé un service de remorqueurs à vapeur pour touer les vaisseaux dans le port, ainsi que les cages et les goélettes qui risquent de s'échouer ou sont immobilisées en eau calme. Price a des actions dans l'entreprise ⁹³. C'est ainsi que les madriers de ses scieries de Batiscan et de Saint-Thomas sont charriés à Québec ⁹⁴.

Des agents du gouvernement doivent en principe examiner et mesurer les bois, ce mesurage officiel servant à déterminer le prix final entre acheteur et vendeur. Cependant il ressort d'une enquête menée en 1834, qu'il en est tout autrement dans la pratique ⁹⁵. Les habitants se plaignent des taux d'inspections trop élevés sur les madriers, des rejets injustifiés, et surtout de l'habitude qu'ont les marchands d'engager leurs propres inspecteurs. William Price explique dans son témoignage qu'il engage un inspecteur (culler) à l'année, qui est logé et reçoit £ 200 de gages, ainsi que cinq autres, à la saison. Le vendeur peut surveiller leur travail et remet à Price ce qu'il paierait à un inspecteur indépendant. Toujours selon Price, cette procédure ne lèse en rien le vendeur. Il ajoute qu'il ne faut pas exiger que les inspecteurs

⁸⁹ Livre de caisse 1830-1832, AP, série A.

⁹⁰ Bryan Latham, *Timber; its Development and Distribution*, 204.

⁹¹ W.H. Bartlett (1809-1854) graveur anglais qui vient au Canada en 1838.

⁹² D.D. Calvin, *A Saga of the St. Lawrence*, 74ss.

⁹³ Livres de caisse, AP, série A.

⁹⁴ Voir page 36.

⁹⁵ JALBC, minutes des témoignages, 27 février 1834.

sachent bien lire, écrire ou compter, car « *ceci éliminerait les meilleurs hommes parmi les Canadiens; menuisiers, tonneliers, charpentiers, qui ont appris leur métier l'outil à la main* » ⁹⁶.

Bien qu'en principe la préparation des bois doive être exécutée par le vendeur, Price est souvent obligé de faire reprendre une partie du travail. Il faut parfaire l'équarrissage, préparer les douves, soigner la présentation des pièces de mât. La comptabilité contient un compte détaillé de toutes ces opérations, qui se poursuivent même durant l'hiver. Le salaire des manœuvres dans les cours à bois est d'environ 2s. par jour. Celui des arrimeurs, de 3 et 4s.

Price possède plusieurs goélettes qui voyagent entre Québec et ses établissements du Bas du Fleuve. Il fait aussi construire des vaisseaux dans les chantiers de Québec, soit 16 navires entre 1820 et 1850, selon les statistiques de Narcisse Rosa ⁹⁷. Il y aurait deux trois mats de 700 et 800 tonneaux ainsi que des barques et des bricks de plus faible tonnage. Les archives ne nous fournissent aucun détail sur cet aspect de l'entreprise et sur sa rentabilité. Il semble que Price aurait espéré un revenu de quelque £ 5,000 par an de l'armement de ses navires, mais, selon Gould et Dowie, « *ce n'est qu'une loterie et il serait sage d'y renoncer* » ⁹⁸. Durant les années 1845-1850, on voit Price essayer de vendre ses navires en Angleterre.

La plupart des bois sont exportés sur des vaisseaux affrétés par Gould et Dowie. Le volume du chargement détermine le coût du fret, ou prix du louage du bâtiment, lequel est payé au port d'arrivée. Entre les années 1820 et 1845, le fret varie entre 40s. et 50s. (sterling) le load. Plus la marchandise est pondéreuse, plus il est relativement onéreux. Sur 50 pieds cubes de pin blanc, par exemple, 40s. représente 200% du prix de revient à Québec. Sur un standard de madriers (équivalant à 200 p. c.) le fret n'est que d'environ 100% de la valeur. Il nous a été impossible d'établir une échelle tant soit peu exacte des fluctuations du fret. Cependant, il semble qu'il y ait eu, à partir de 1848 et 1849, une baisse d'environ 10s.

⁹⁶ Loc. cit.

⁹⁷ Narcisse Rosa, La construction des navires à Québec et ses environs. Grèves et naufrages, non paginé.

⁹⁸ Gould et Dowie à W.P., 18 août 1847, AP, série B.

Ainsi la moyenne de l'année au port de Québec est de 31s, en 1849 et 26s. en 1850 ⁹⁹. La Gazette de Québec attribue cette baisse à l'abolition des Lois de la Navigation et à la concurrence des navires étrangers qui, en résulte. Gayer ¹⁰⁰ constate que le coût du fret est toujours directement lié à la conjoncture agricole, Lorsque les récoltes sont médiocres, un plus grand nombre de navires sont affrétés pour l'importation des céréales, le fret monte et, conséquemment, le prix du bois en Angleterre. Nous avons noté que le fret sur les bois transportés de la Baltique est assez élevé. Ainsi, en 1845, il y a une différence de 12s. seulement en faveur des pays baltes ¹⁰¹.

Si Price ne paie pas le fret proprement dit, il paie les frais de port et de pilotage. Les premiers ne sont imposés qu'à Québec seulement. Ce n'est qu'en 1845 que le gouvernement place des percepteurs à Rimouski et à Tadoussac, où tous les navires qui chargent dans les établissements en bas de l'Île d'Orléans sont tenus de s'arrêter à l'arrivée et au départ. Les frais y sont d'ailleurs minimes ¹⁰². Bouchette donne tous les détails sur les taux de pilotage ¹⁰³.

Chaque automne, Gould et Dowie décident avec William Price des quantités de bois requises pour l'année suivante. Celui-ci peut, ou bien attendre que le bois soit amené à Québec et l'acheter au prix du marché, ou bien donner ses commandes à des entrepreneurs (lumbermen), qui les lui livreront à un prix fixé par contrat. Le contrat est souvent plus avantageux pour le marchand. Ici encore, Price procède de deux façons: souvent on le voit parcourir le Haut-Canada, en janvier et février, et examiner les bois qui s'y coupent. Il achète alors sur place, en versant une avance pour aider l'entrepreneur à sortir le bois de la forêt et à le descendre à Québec. Les prix du bois sont généralement plus bas à cette saison ¹⁰⁴. Mais quand la conjoncture est favorable, l'entrepreneur, qui a réussi à financer seul ses chantiers,

⁹⁹ *La Gazette de Québec*, 9 décembre 1850.

¹⁰⁰ Gayer, Rostow and Schwartz, *op. cit.*, I: 64.

¹⁰¹ Gould et Dowie à W.P., 3 décembre 1845, AP, série B.

¹⁰² Mémo de W.P., aux capitaines, 1845, *ibid.*

¹⁰³ Joseph Bouchette, Description topographique de la Province du Bas Canada, Appendice lxii.

¹⁰⁴ W.P., à George Idle, 26 février 1820, AP, série B.

préfèrera attendre les prix du marché, car les bois non réservés sont susceptibles d'être en grande demande à Québec ¹⁰⁵.

Le contrat conclu l'automne, par lequel l'entrepreneur s'engage à vendre telle quantité de bois, moyennant une avance substantielle, est plus fréquent. En voici un exemple:

William Spotswood de Kemptville, Haut-Canada, vend à la Compagnie William Price et promet de leur livrer aussitôt que possible, la saison prochaine, pas plus tard que le dix juin, 35,000 p. c. d'orme équarri, bien préparé, de bonne longueur et diamètre, soit 40' de longueur et 12" de côté, hormi[s] une partie qui peut être de 11" de côté et 45' de longueur. Le prix sera 7d. le p. c., monnaie d'Halifax. William Price consent à avancer au dit W. Spotswood la somme de £ 335 pour lui permettre de sortir le bois. L'avance est versée de la manière suivante: £ 25 comptant et une lettre de crédit tirée sur M.G.R. Lang, agent de la banque de Bytown pour le reste ¹⁰⁶.

Ce contrat est signé devant deux témoins, mais d'autres le sont devant notaire. Notons que l'avance est ici pour le tiers de la valeur du contrat. Price constate qu'une avance trop forte peut inciter l'entrepreneur à rompre ses engagements ¹⁰⁷. Pour les contrats plus importants, où les paiements anticipés peuvent atteindre £ 1,000 et £ 2,000, l'entrepreneur paie un intérêt de 6% environ sur ces avances, jusqu'à l'exécution du contrat. Le capital immobilisé continue ainsi à fructifier ¹⁰⁸.

Avant de conclure des contrats importants, Price entre en contact avec plusieurs entrepreneurs et leur demande des soumissions. Souvent Price fait des achats conjoints avec d'autres marchands de Québec, tels Lemesurier, Gibb, Charles Symes, etc. Enfin, il achète fréquemment son bois de ces mêmes marchands. Il peut alors s'agir de cages laissées en consignment dans les rades et vendues par le propriétaire de la rade. Un contrat non respecté donne lieu à d'interminables poursuites judiciaires.

¹⁰⁵ W.P., à George Idle, 9 mars 1820, *ibid*.

¹⁰⁶ Contrat entre W.P. et William Spotswood, 21 octobre 1836, *ibid*.

¹⁰⁷ Gould et Dowie à W.P., 30 septembre 1837, *ibid*.

¹⁰⁸ Contrat devant L.J Macpherson, N.P., Québec, 2 novembre 1836, *ibid*.

Tous les entrepreneurs de bois équarri qui apparaissent dans les registres sont des Anglo-Saxons. Jusqu'en 1840 environ, Price achète également beaucoup de madriers, Ici, les fournisseurs sont surtout des Canadiens français et le montant des ventes est généralement faible, soit de £ 20 à £ 50. Il y a exceptionnellement de gros fournisseurs comme Toussaint Pothier et Nicolas Boissonnault de Saint-Thomas. Price achète aussi des billes, notamment le pin rouge du St-Maurice, à partir de 1830.

Les contrats de la Marine britannique jouent un rôle important dans les affaires de Price. La documentation est abondante sur le sujet, aussi avons-nous cru bon de leur accorder une place à part. Régulièrement le ministère de la Marine prépare une liste des quantités de bois requises par les chantiers royaux, pour lesquelles il demande des soumissions. Ces contrats sont pour un, parfois deux et trois ans. Les archives Price renferment une copie des différentes soumissions présentées au ministère pour un contrat publié en 1829 ¹⁰⁹. Il y a sept soumissionnaires et les montants varient presque du simple au double. On y relève les noms de H. Usborne, Atkinson, Chapman, maisons qui ont des intérêts au Canada. Les plus bas soumissionnaires sont Brockelbank et Rolt. Entre 1830 et 1850, cette dernière société obtiendra presque la totalité des contrats gouvernementaux et les fera exécuter par William Price, au Canada, en passant par la compagnie Gould et Dowie.

Il semble que Brockelbank et Rolt aient eu leurs entrées au ministère, car souvent Price reçoit l'ordre de réserver les pineraies, avant même que le contrat soit annoncé ¹¹⁰. Lorsqu'il y a rumeur que la marine est sur le point d'accorder un contrat, les prix du bois au Canada montent infailliblement ¹¹¹. C'est qu'il s'agit de quantités considérables, le gouvernement déboursant jusqu'à 150 et 200,000 livres sterling pour les plus grosses commandes. Le soumissionnaire doit se fier entièrement au jugement de son correspondant canadien. En regard de la nomenclature officielle, Price dresse la liste des prix et de tous les frais encourus jusqu'à la livraison. Ce mémoire est retourné à Londres et sert à établir le montant de la soumission. À titre d'illus-

¹⁰⁹ Treaty for Canada red pine timber and spruce deals, 25 mars 1829, *ibid.*

¹¹⁰ Brockelbank et Rolt à W.P., 30 juin 1840, *ibid.*

¹¹¹ Gould et Dowie à W.P., 6 février 1837, *ibid.*

tration, nous avons reproduit en appendice copie d'un de ces mémoires ¹¹². Les commandes de bois équarri et de madriers, plus considérables que celles des mâts, sont faciles à remplir et donnent lieu à de meilleurs bénéfices. Mais c'est de la bonne exécution des commandes de mâts que dépend l'obtention des contrats.

On relève dans les cahiers de comptabilité une dizaine de contrats exécutés entre 1830 et 1852. Nous ignorons si la compagnie W. Price a droit à une part des bénéfices, mais nous savons que Brockelbank et Rolt consentent une commission de 5% à leur agent. Lorsqu'il s'agit d'une commande du ministère de la Marine les sous-contrats avec les entrepreneurs sont rigides quant aux dimensions et qualités du bois et l'exécution est surveillée par Price ou ses commis durant l'hiver. Les bois destinés à la Marine britannique peuvent être coupés sur les terres de la Couronne, sans payer les droits ¹¹³.

En 1841, Gould et Dowie signent un contrat important avec le Gouvernement français. Il s'agit avant tout d'une commande de pièces de mâture. Price peut compléter l'arrimage « *avec des baux en chêne, des planches, des avirons, des billous de pin rond, jolis et sains* » ¹¹⁴. Six cargaisons sont expédiées en France la première année et le contrat ne sera finalement complété qu'en 1847. Les archives Price renferment une cinquantaine de lettres relatives à cette commande dont l'exécution s'avère fort difficile. La Marine Royale française est en effet plus exigeante que l'Amirauté britannique et ne se fait pas faute de déclasser et rejeter les bois canadiens ¹¹⁵.

* * *

¹¹² Voir appendice D, page 86.

¹¹³ Brockelbank et Rolt à W.P., 30 juin 1840, AP, série B.

¹¹⁴ Faucher et Père à Gould et Dowie, Toulon, janvier 1841, *ibid.*

¹¹⁵ Gould et Dowie à W.P., 5 février 1842, *ibid.*

Chapitre III

William Price, entrepreneur

Les scieries achetées entre 1830 et 1838. Ouverture du Saguenay et expansion des établissements de W. Price, 1838-1850. Valeur, rendement et administration des établissements. Terres et franc-alleu et terres affermées.

[Retour à la table des matières](#)

Jusqu'ici nous avons étudié les activités commerciales de Price, qui sont, à peu de chose près, celles de tous les marchands installés à Québec depuis le début du siècle. Mais Price est aussi manufacturier et cet autre aspect de son entreprise a joué un rôle important dans l'histoire de l'économie et du peuplement du Bas du Fleuve. Les forêts de ces régions n'avaient pas été exploitées pour le bois équarri. Elles contenaient plusieurs belles pineraies, disséminées à travers un territoire trop vaste, donc peu rentables. Depuis longtemps, les habitants des paroisses utilisaient leurs forêts pour faire de la planche et du madrier qu'ils vendaient à Québec. Bouchette, en 1815, dénombre une trentaine de scieries sur la rive sud, en bas de Québec, et plusieurs dans les deux seigneuries de la Malbaie ¹¹⁶.

¹¹⁶ Joseph Bouchette, Description topographique de la Province du Bas-Canada, pp. 510-582.

En 1831, il recensera 34,500 habitants sur la rive sud et 70 scieries ¹¹⁷. Lors du premier recensement, il s'agit de petits établissements, sauf ceux de Boissonneault à Saint-Vallier et celui des Fraser à la Malbaie. On conçoit que Price ait été attiré par ces forêts à peine touchées, ces ports accessibles aux navires, tous ces territoires où il risque peu la concurrence des autres marchands. C'est ainsi qu'il commencera à manufacturer le madrier sur une grande échelle, bien avant que le mouvement ait pris beaucoup d'ampleur ailleurs au Canada.

C'est à partir des années 1830 que Price devient un entrepreneur important. Métis et Rimouski comptent parmi ses premiers établissements. Michel Larrivée est propriétaire d'une scierie sur l'anse aux Snelles, à l'embouchure de la rivière Grand Métis, que Price finance jusqu'en mars 1830 ¹¹⁸. L'établissement passe alors aux mains de Price, qui garde Larrivée comme gérant. Pour la scierie de Rimouski, les premières écritures sont d'avril 1830, soit plusieurs sommes affectées à la réparation de l'outillage et des bâtiments. Elle est située à 24 milles à l'ouest de Grand Métis. Les deux scieries assurées respectivement pour £ 1,500 seront inscrites dans les livres sous un même chapitre. Price fait couper les billes le long de la rivière Rimouski, où croit en abondance un pin rouge de petite taille mais d'excellente qualité ¹¹⁹. Il obtient des permis pour exploiter les Seigneuries du lac Métis et de Nicolas Rioux, que lui-même ou ses héritiers finiront par acheter, car elles appartiennent aujourd'hui à la compagnie Price Brothers.

Dès 1832, Gould et Dowie font publier à Londres une petite brochure de six pages, à l'intention des capitaines de navires ¹²⁰. On y décrit les côtes depuis le golfe, les dangers de la navigation, les villages, « *véritables paradis de simplicité, de vertu et de bonheur* », et on fait un éloge lyrique de l'habitant canadien.

¹¹⁷ Joseph Bouchette, *A topographical Dictionary of the Province of Lower Canada*. Non paginé.

¹¹⁸ « Mitis Suspense Account », grand livre, 1827, AP, série A.

¹¹⁹ Gould et Dowie, *Instructions for making Gaspe, Mitis and Rimouski*, AP, série B.

¹²⁰ Loc. cit.

Selon Bouchette ¹²¹, la scierie de Saint-Vallier compte en 1832 15 scies individuelles, 9 employés réguliers, des maisons et des granges. Après s'y être approvisionné pendant plus de dix ans, Price achète pour £ 5,000 tous les établissements de Nicolas Boissonneault, en mars 1833 ¹²². Ceci semble comprendre un autre établissement à Saint-Thomas et des terres à Saint-Gervais. Price doit payer diverses redevances seigneuriales. Un peu plus tard, il obtiendra, pour 7 ans, un droit de coupe exclusif sur toute la longueur de la rivière du Sud, en vertu de certains travaux d'aménagement qu'il y a effectués ¹²³. En 1839, Price achète 3,253 acres de terres dans le canton d'Armagh, comté de Bellechasse ¹²⁴. C'est le seul achat de terres de la Couronne, effectué par Price avant l'Acte d'Union, qui soit relevé dans Langelier.

Price aurait acquis la scierie de Batiscan en 1834. Les livres nous montrent qu'une scie ronde et des provisions y sont expédiées au printemps de 1835. D'abord installée à quelques milles de l'embouchure de la rivière, la scierie est déplacée vers l'aval en 1845 pour des raisons techniques. Ceci donnera lieu à des poursuites judiciaires de la part des habitants. Il s'agit d'une ancienne seigneurie des Jésuites et Price a des difficultés à se faire affermer les forêts qu'il y exploite ¹²⁵.

Vers les mêmes années, Price s'installe sur l'Outaouais et dans le Haut-Canada ¹²⁶. Il y a trois établissements sur lesquels nous possédons malheureusement peu de précisions. Dans le canton de Crosby, traversé par le canal Rideau et renommé pour ses pineraies ¹²⁷, il s'associe avec J. Kilborn pour l'exploitation d'une scierie. Gould et Dowie l'inciteront à se défaire de cet

¹²¹ Joseph Bouchette, *A topographical Dictionary of the Province of Lower Canada*. Non paginé.

¹²² Acte passé devant Augustin Larue N.P., 29 mars 1833, AP, série B.

¹²³ Journaux du Conseil spécial du Bas-Canada 1838-1840, témoignage de John Davidson, 21 juin 1838.

¹²⁴ J.C. Langelier, *List of lands granted by the Crown in the Province of Quebec*, 63.

¹²⁵ W.P. à Gould et Dowie, 20 février 1845, AP, série B.

¹²⁶ Voir appendice C, carte 1, page 82.

¹²⁷ W.H. Smith, *The Canadian Gazetteer*, 40.

établissement peu rentable, car trop éloigné des marchés. Price semblerait vouloir le conserver, anticipant le marché américain ¹²⁸.

Nous avons été incapable de situer la scierie désignée sous le nom de Quarrean, mentionnée dans la correspondance mais non dans les livres. Nous croyons qu'il peut s'agir d'une autre appellation pour une scierie que Price possède à Bytown. Cette dernière apparaît dans la comptabilité à partir de 1837 et sera une cause continuelle de soucis pour Price et ses associés. Pour alimenter cette scierie, mais sans doute surtout pour ses commandes de bois équarri, Price a de grandes concessions forestières sur l'Outaouais, notamment sur l'île aux Allumettes et le long des rivières de Moine et Fort Cologne ¹²⁹. Les premières entrées pour les provisions des chantiers de l'Outaouais sont de 1838.

En 1836, William Price envoie à Gould et Dowie des renseignements sur la navigation le long de la côte Nord, indiquant la meilleure manœuvre pour pénétrer dans le Saguenay. Il possède déjà la scierie de Moulin Baude en aval de l'estuaire, et probablement l'établissement de l'Anse à l'Eau qu'avait fondé la compagnie de la Baie d'Hudson ¹³⁰.

La scierie de la Malbaie, premier jalon de la pénétration dans le Saguenay, a été acquise aux environs de 1827.

Depuis trente-deux ans, écrit-il en 1849, j'aide et je soutiens les habitants du comté de Saguenay dans leurs entreprises. Lorsqu'il y eut de mauvaises récoltes, notamment lors de la perte totale en 1836, je fus leur principal appui. N'eussent été les provisions et les revenus que je leur fournissai, bien des gens de la Malbaie auraient été forcés d'abandonner leur paroisse... ¹³¹

Pour avoir joué un tel rôle, Price possédait sans doute un établissement assez important. La comptabilité mentionne des envois réguliers de marchandises et de douves, la plupart débités à Alexis Tremblay le Picoté, représentant de Price dans la région.

¹²⁸ W.P. à Gould et Dowie, 20 janvier 1847, AP, série B.

¹²⁹ Livre de caisse, 1839, AP, série A.

¹³⁰ W.P. à Gould et Dowie, 1836, *ibid*.

¹³¹ Requête de W.P. à Lord Elgin, 10 mars 1849, *ibid*.

Ainsi, en dix ans, Price fonde ou achète huit établissements. Chacun est en soi une entreprise considérable, comprenant, outre la ou les scieries, un magasin, des quais et autres dépendances, et impliquant toute l'organisation des chantiers dans l'arrière-pays. Lors de l'enquête sur les terres de la Couronne menée par Durham en 1838, un témoin, J.H. Kerr, cite Price parmi les plus grands propriétaires de terres du Bas-Canada ¹³². Il lui attribue 4,500 acres, sans toutefois préciser s'il s'agit de terres affermées ou en franc-alleu. Quoiqu'il en soit, Price est déjà un entrepreneur important lorsqu'il pénètre dans le Saguenay en 1838.

Le peuplement du Saguenay a été traditionnellement représenté comme l'initiative de la compagnie des Vingt-et-Un, fondée en 1837, par des gens de la Malbaie. « *Vingt-et-un citoyens, tous propriétaires et censitaires de terres dans la paroisse de la Malbaie se constituent en association pour entreprendre la coupe du bois sur le domaine du Roi. Ils souscrivent vingt-et-une actions de £ 100 et on compte plusieurs souscripteurs pour une seule action* » ¹³³. Selon la même source, la compagnie a conclu un arrangement avec William Price: celui-ci fournira des provisions, l'outillage pour les scieries, soit des avances garanties par les madriers que les Vingt-et-Un s'engagent à lui vendre. Après un départ encourageant, la compagnie a des déboires et doit céder toutes ses parts à William Price ¹³⁴. Celui-ci écrira lui-même :

...Durant les malheureux troubles de 1837 et 38, les premiers colons pénétrèrent dans le Saguenay, aidés par votre pétitionnaire, à un moment où personne aurait consenti à les prendre par la main. C'était des habitants de la Malbaie, depuis longtemps à [mon] emploi... Pendant quelques années, alors que le bois était encore assez près pour pouvoir être amené directement aux scieries, les Vingt-et-Un réussirent bien, mais lorsqu'ils durent remonter les rivières, ils ne surent comment bloquer la descente des billes. En 1841 et 42, leurs estacades furent emportées, les billes allèrent se per-

¹³² Journaux du Conseil Spécial du Bas-Canada, 1838-1840, témoignage de James Hasting Kerr, 21 juin 1838.

¹³³ Histoire du Saguenay, 162 ss.

¹³⁴ Loc. cit.

dre dans la baie. Alarmés par les risques et les dépenses encourues... [ils me vendirent leurs établissements] ¹³⁵.

Un officier de la Compagnie de la Baie d'Hudson donne une autre version des événements :

La Compagnie de la Baie d'Hudson se lança dans le commerce du bois dans cette région il y a 6 ou 7 ans, mais dut abandonner tôt après avoir commencé. Nous prîmes un permis pour couper 60,000 billes et ne coupâmes point au delà de 10,000, qui traînent encore dans la forêt. Un permis pour une aussi grande quantité de bois alarma les marchands de Québec qui crurent que nous allions monopoliser leur commerce et ils s'élevèrent pour protester. Notre permis et le droit de faire commerce du bois sur le Saguenay pendant trois ans fut alors vendu à une compagnie, à la tête de laquelle se trouve la première entreprise de bois au Canada: la compagnie William Price. Ceci porta le coup de mort aux intérêts de la Compagnie de la Baie d'Hudson dans les Postes du Roi. Ces gens ont maintenant pris pied. Ils ont payé pour les trois années et continuent leurs activités avec vigueur et succès depuis l'expiration de ce terme ¹³⁶.

Nous savons que le permis de coupe fut transféré aux Vingt-et-Un en octobre 1837 ¹³⁷. Or, le 10 octobre, Price contracte une dette (obligation) envers I. MacKenzie, agent de la compagnie de la Baie d'Hudson, de £ 1,050, dont il s'acquittera le 4 octobre 1840 ¹³⁸.

Au printemps 1838, vingt-sept personnes dirigées par Alexis Tremblay, gérant des entreprises de Price à la Malbaie et membre de la compagnie des Vingt-et-Un, remontent le Saguenay en goélette et construisent environ 3 ou 4 scieries entre l'embouchure et la Grande Baie. À l'automne, des madriers sont expédiés en Angleterre. En 1839, de nouveaux contingents de colons arrivent et les scieries se multiplient. « *Les établissements du Saguenay* » occupent une place importante dans la comptabilité de Price dès ces premières années: provisions, machinerie, douves y sont charriées sans arrêt. En 1839, Price fait quatre voyages dans la région. On sait qu'il y possède la scierie de l'Anse à l'Eau, mais, chose curieuse, les déboursés de

¹³⁵ Requête de W.P. au Gouverneur Elgin, 10 mars 1849, AP, série B.

¹³⁶ Murdock McPherson de la HBC à James Hargrave, 15 mars 1842, *ibid*.

¹³⁷ James Keith de la HBC à Thomas Simard, 16 octobre 1837, *ibid*.

¹³⁸ Livre de caisse, 1839, AP, série A.

l'Anse à l'Eau apparaissent sous la même entrée que les fournitures aux scieries des Vingt-et-Un, soit le plus souvent au compte d'Alexis Tremblay. En mars 1840, Gould et Dowie font publier à Londres une nouvelle brochure à l'usage des capitaines qui vont charger dans le Saguenay, soit à l'Anse à l'Eau, à l'Anse St-Jean, à l'Anse à Peltier, à Grande Baie ¹³⁹.

À la lumière de ces faits, nous nous posons quelques questions. Les Vingt-et-Un ne possèdent qu'un faible capital initial. Eussent-ils voulu entreprendre à leur compte l'exploitation forestière du Saguenay, il nous semble qu'ils auraient concentré leurs efforts sur une ou deux scieries. Les avances de Price auraient facilité la première installation, et, peu à peu, grâce à la vente des madriers, ils auraient été capables de rembourser et consolider leurs établissements. Mais nous constatons un éparpillement du capital et du travail dans une dizaine de scieries, à peine deux ans après leur arrivée. Les avances de Price n'ont plus aucune proportion avec la mise de fonds. L'échec nous semble tenir à ces facteurs, beaucoup plus qu'au bris d'une estacade. Tout se passe comme si les Vingt-et-Un avaient d'avance voué leur entreprise à cet échec. Il semble que le but premier des gens de la Malbaie ait été d'accaparer le plus grand nombre de terres possible, mettant ainsi la compagnie de la Baie d'Hudson et le gouvernement devant un fait de colonisation accompli. D'autre part, il est peu probable que Price aurait obtenu, en son nom, un permis d'exploitation du bois sur les Postes du Roi. Il était dans son intérêt de favoriser la mainmise des habitants de la Malbaie sur les terres du Saguenay. En échange de ses services, ceux-ci consentent à bâtir une scierie partout où il y a une rivière de quelque importance. Monopolisant ainsi tous les cours d'eau de la région, Price n'aura rien à redouter de la concurrence. Nous formulons l'hypothèse que les Vingt-et-Un n'ont jamais été autre chose qu'une création de William Price.

Le 25 juillet 1842, devant le notaire Edouard Tremblay, «... la compagnie des Vingt-et-Un [les noms suivent] confesse avoir vendu à W. Price & C., Alexis Tremblay son procureur et agent pour le commerce du bois demeurant à la Malbaie, tous ses droits dans les moulins érigés le long du Saguenay et autres rivières qui s'y déchargent, ainsi que dans le moulin à scie

¹³⁹ Gould et Dowie, Hints for Entering the River Saguenay, with notices of the mill sites and anchorage, AP, série B.

érigé à la Baie des Rochers et toutes leurs dépendances, avec chantiers, bateaux, goélettes, chaloupes, etc. Cette vente faite moyennant prix et somme pour chaque part des 21 associés primitifs de £ 325. À déduire leurs dettes, à mesure que leurs comptes seront réglés par Alexis Tremblay...» ¹⁴⁰.

Les scieries ainsi achetées par Price sont: ¹⁴¹

- Baie des Rochers
- Petites Îles
- Anse à Cheval
- Anse Saint-Jean
- Grande Baie:
 - Rivière du Nord
 - Anse à Benjamin
 - Ruisseau aux Cailles
 - Petit Moulin
 - Rivière à Mars

Plusieurs autres scieries avaient été construites durant ces mêmes années, que Price achètera progressivement. On doit cependant mettre à part les établissements de Chicoutimi et Rivière du Moulin, qui seront, avec ceux de Grande Baie, les plus importants de la région.

Un métis, Peter McLeod Junior, propriétaire d'une scierie à la Rivière Noire (St-Siméon), s'était endetté de £ 2,200 envers Price. Pour éteindre sa dette, il livrera pour £ 1,200 de madriers et cédera tous ses biens de la Rivière Noire. En échange, Price lui consentira £ 1,000, que McLeod affectera à l'installation de scieries sur les rivières Chicoutimi et du Moulin ¹⁴². Les nouveaux établissements seront propriété conjointe de McLeod et de la compagnie W. Price. Price, que le statut de squatter inquiète visiblement, espère contourner la difficulté en s'alliant à McLeod. Ce fils d'une Montagnaise, dans une re-

¹⁴⁰ Acte de vente passé devant le notaire E. Tremblay, 25 juillet 1842, *ibid.*

¹⁴¹ Requête de W.P. au gouverneur Elgin, 10 mars 1849, *ibid.*

¹⁴² Contrat devant notaire L.T. MacPherson, 7 novembre 1842, *ibid.*

quête à Sir Charles Bagot, fait valoir ses droits naturels sur les lots du Saguenay ¹⁴³.

Aux environs de 1850, les établissements de Price dans la région se répartiront comme suit: ¹⁴⁴

Tableau 3
*Les établissements de la Compagnie W. Price
sur le Saguenay et la Côte-Nord*

[Retour à la table des matières](#)

Scierie	Année de l'acquisition
Anse à l'Eau	1836
Les 9 scieries des Vingt-et-un	1842
Chicoutimi et Rivière-du-Moulin (copropriété)	1842
Anse à Pelletier	1843
Anse à la Croix	1843
Rivière Noire	1842
Rivière aux Canards	1844
Moulin Baude	1836

Tableau 4
*Les établissements personnels de W. Price
sur le Saguenay et la Côte-Nord*

[Retour à la table des matières](#)

Scierie	Année de l'acquisition
Petit-Saguenay	1844
Rivière Marguerite	1844
Kénogami (copropriété avec McLeod)	1844
Tchipshaw (copropriété avec McLeod)	1844
Rivière Valin (David Price)	-- --
Nouvelle scierie sur la rivière à Mars, Grande-Baie	1844
Petites Bergeronnes	1845
Grandes Bergeronnes (acheté de Pentland)	1854

¹⁴³ Peter McLeod à Sir Charles Bagot, 20 octobre 1842, *ibid.*

¹⁴⁴ Voir appendice C, cartes 2 et 3, pages 83 et 84.

Sault au cochon (acheté de Slevin)	1849
Les Escoumains	1849
Bersimitis (David et Richard Price)	1847

Outre les établissements de Price, il y aura sur le Saguenay quelques petites scieries indépendantes qui lui vendront leurs madriers. Plus importantes, sont les scieries de Têtu et Boucher à Sault-au-Mouton et de James Gibb à Portneuf. Ce n'est qu'après 1850 que les Price pénétreront véritablement dans la région du Lac St-Jean, bien qu'ils commencent à y faire chantier vers 1848.

Pour en terminer avec l'expansion territoriale des entreprises de Price, nous ajoutons la liste des scieries achetées sur la rive sud pendant les années 40.

Le 30 novembre 1841 ¹⁴⁵ Price devient copropriétaire d'un établissement à Trois-Pistoles, « *moulins à scie et à farine, écluses, quais, chalands, magasins, estacades, etc., le tout évalué à £ 3,000* ». Il y est associé pour un tiers à Pierre-Thomas Casgrain, Seigneur de la Bouteillerie et à Nazaire Têtu de Trois-Pistoles. La compagnie portera le nom de Casgrain et Compagnie. On trouve la première mention de la scierie de l'Île Verte en 1843 ¹⁴⁶. Price y est l'associé de John Caldwell et Bertrand ¹⁴⁷. Price achètera cette dernière part en son nom en 1845 ¹⁴⁸.

En 1844, on trouve un mémoire du Bureau des Terres de la Couronne, indiquant que Price possède cinq lots dans Matane, sur la rivière Turtigoo ¹⁴⁹. Une scierie y sera construite aux environs de 1847. En 1845, il entreprend des opérations forestières au Bic où une scierie commencera à produire en 1847 ¹⁵⁰. Enfin, l'établissement de Cap Chat est fondé au début des années 50. Ceci porte à neuf, les scieries de Price sur la rive sud. Nous venons d'énumérer une quarantaine de scieries contrôlées par William Price. Mais ces établissements sont loin d'avoir

¹⁴⁵ Contrat devant le notaire Edouard Blackmeyer, 30 novembre 1841, série B.

¹⁴⁶ Journal, 1843, AP, série A.

¹⁴⁷ Mémo de W.P., 4 janvier 1844, AP, série B.

¹⁴⁸ Peter McGill à W.P., 28 août 1847, *ibid.*

¹⁴⁹ Mémoire du Bureau des Terres de la Couronne, *ibid.*

¹⁵⁰ Peter McGill à W.P., 17 septembre 1845, *ibid.*

tous le même rendement et la même valeur. Pour une scierie non équipée, Price paiera la valeur du travail des hommes qui l'ont construite, soit 80 pour celle de la Rivière à Mars, par exemple ¹⁵¹. Pour une petite scierie déjà outillée, le prix sera de £ 400 à £ 500 (Petit Saguenay). Lorsque Price achète une scierie, son propriétaire est généralement endetté envers lui, de sorte que le prix ne correspond pas nécessairement à la valeur de l'établissement. Les établissements les plus considérables sont ceux de Chicoutimi-Rivière du Moulin, Rimouski-Métis et Grande Baie. Nous reproduisons l'actif du bilan de Grande Baie en 1848, qui nous renseigne sur la valeur des installations ¹⁵².

Tableau 5
Bilan de l'établissement de Grande-Baie

[Retour à la table des matières](#)

Immeubles	£
Scierie de Grande Baie	1 800
Scierie Chez Morrel	2 500
Autres petites scieries	600
Moulin à farine	800
Quaide Grande Baie	750
Quai de Chez Morrel et écluse	750
Autres dépendances et terrains	4 800
Outillages	
9 paires de bœufs	108
40 chevaux	600
2 goélettes	370
5 chalands et autres embarcations	245
Harnais, voitures, outils, etc.	700
Estacades et chaînes	1 000
Atelier	439
Forge	589
Total	16 051
Marchandises en magasin	4 680
Stock de bois	3 607

¹⁵¹ Procuration à Roger Bouchard, 16 octobre 1843, *ibid.*

¹⁵² Bilan de Grande Baie, 25 septembre 1848, *ibid.*

Les archives ne nous fournissent aucun détail technique sur l'équipement. L'utilisation du tablier roulant et de la scie ronde semble généralisé. Price possède deux scieries à vapeur, soit celle de l'Anse à l'Eau, qui sera tôt abandonnée, et celle de la Pointe Lévis, qui est évaluée à £ 5,000 ¹⁵³. Price écrit en 1843: « *La valeur des scieries dépend de mon travail car leur valeur négociable se résume à l'outillage, c'est-à-dire, les scies, la roue, la transmission et l'estacade* » ¹⁵⁴.

Le rendement réel dépend du volume des crues et de la bonne arrivée des billes; il suffit de quelques semaines de sécheresse en août et en septembre pour que plusieurs, scieries soient immobilisées. La capacité de la scierie de Chicoutimi est de 2,500 billes aux 24 heures; celle de Rivière du Moulin, de Chez Morrel, 1,250 billes; celle de Petit Saguenay, 1,000 ¹⁵⁵.

Sur chaque madrier, on étampe le nom de l'établissement, l'essence et la qualité du bois ¹⁵⁶. Le classement semble souvent laisser à désirer. Un inspecteur de Limerick, qui a examiné un cargo en provenance de Rimouski, écrit: « *Nous déclarons cette cargaison très mal faite. Elle est décidément inférieure aux normes de Québec, inférieure même aux normes du Bas du Fleuve* » ¹⁵⁷.

La majeure partie des chargements se fait l'automne. Pour le Saguenay, qui, avant 1850, reçoit une trentaine de navires chaque saison ¹⁵⁸ et jusqu'à 38 en 1852, le problème du chargement est bien réglé:

... En arrivant au mouillage de Moulin Baude, 3 milles en aval de Tadoussac, le navire tire 2 à 3 coups de canon et hisse le pavillon au grand mât. Il avertit ainsi le poste des pilotes de l'Anse à l'Eau, ce qui évite les retards. Si le vent n'est pas favorable pour remonter le Saguenay, le navire commence à charger à l'Anse à l'Eau où il y a un gros dépôt de madriers. Il complétera le chargement plus haut sur la rivière, dès que le vent le lui permettra ¹⁵⁹.

¹⁵³ Mémo de W.P., 1849, *ibid*.

¹⁵⁴ W.P. à un correspondant non identifié, 1843, *ibid*.

¹⁵⁵ Mémo de John Kane, 1853, *ibid*.

¹⁵⁶ Gould et Dowie à W.P., août 1838, *ibid*.

¹⁵⁷ W. Burgess, 30 août 1845, *ibid*.

¹⁵⁸ JALBC, 1846, Appendice A.

¹⁵⁹ Hits for Entering the River Saguenay, AP, série B.

Pour hâter encore les opérations, Price achète en 1845 le Pocahontas de 30 chevaux vapeur, qui touera les navires dans la rivière. Chicoutimi fournit presque la moitié des madriers chargés dans le Saguenay. Les navires s'arrêtent dans tous les principaux établissements, sauf à Saint-Vallier et à Batiscan. Rimouski-Métis chargent environ 8 à 10 navires chaque année.

L'arrimage est souvent responsable du mauvais état des madriers débarqués en Angleterre. On voit Gould et Dowie envoyer de Londres à Rimouski un arrimeur de métier ¹⁶⁰. Les navires affrétés pour Price sont de faible tonnage et souvent mal tenus. Le jeune David Price, en apprentissage à Londres, est stupéfait de voir à quel point les madriers canadiens, noircis par le charbon des cales, font pauvre figure à côté des bois étrangers, voire même ceux des Maritimes, « *qui sont transportés dans de grands navires en fer* » ¹⁶¹. Un navire charge environ 3,000 madriers par cent tonneaux; les cargaisons varient donc entre 10 000 et 17 000 madriers ¹⁶².

Les établissements expédient aussi des madriers et des planches sur le marché de Québec. Il y a enfin un trafic régulier de goélettes entre les deux rives du fleuve; la rive sud fournissant au Saguenay des denrées et du foin surtout.

Price confie de grandes responsabilités aux gérants de ses établissements et leur consent des avances importantes. Ce sont eux qui font les arrangements avec les entrepreneurs, tous les déboursés pour les navires. La comptabilité montre qu'ils disposent d'un certain capital qu'ils administrent comme le leur. Ainsi, chaque année, Michel Larrivée est en dette avec Price pour 15 à £ 30,000 sur ses opérations. Hormis Alexis Tremblay et Larrivée, tous sont des Anglo-Saxons.

Les établissements forment de petits noyaux industriels, avec les maisons des premiers commis groupées autour de la scierie et du magasin. Un employé de Price décrit son arrivée à Grande Baie:

¹⁶⁰ Gould et Dowie à Jenkins, 3 avril 1839, *ibid.*

¹⁶¹ David Price à W.P., 3 janvier 1845, *ibid.*

¹⁶² Mémo de John Kane, 7 mars 1853, *ibid.*

J'ai trouvé l'endroit sauvage, mais avec plus de société que je ne l'aurais supposé. Il n'y a pas moins de 40 à 50 protestants à la Rivière du Moulin et à Grande Baie, tous en très bons termes. J'ai rencontré deux employés de la Compagnie de la Baie d'Hudson, dont l'un, un Métis, est un vrai gentleman. J'ai enfin vu McLeod qui s'est dit désolé de ne pouvoir me loger confortablement. En effet sa maison est arrangée comme un wigwam ¹⁶³.

Outre les commis, Price importe aussi une partie du personnel spécialisé, tel le maître scieur dans chaque scierie ¹⁶⁴. On recrute des hommes sur la Yamaska, qui sont renommés pour être de bons draveurs et reçoivent jusqu'à £ 3,15 par mois. Le salaire moyen des manœuvres dans les scieries est de 55s. à 60s. par mois ¹⁶⁵.

Durant les dix premières années de l'exploitation forestière du Saguenay, aucune route ne relie la région aux Seigneuries. De Québec à Saint-Urbain, le trajet se fait en voiture, puis, de là, à pied avec un guide. Le Sueur décrit son voyage: *dix-neuf milles la première journée et il creuse un trou dans la neige pour dormir; vingt milles la seconde journée pour trouver, le soir venu, une cabane occupée par des Indiens où il passe la nuit. Vingt-sept milles la troisième journée et nouvelle nuit en plein air. Arrivée à Grande Baie à midi le lendemain* ¹⁶⁶. C'est ce voyage que Price fait une ou deux fois chaque hiver. Quelques années plus tard, ce dernier fait construire un chemin entre Rivière Noire et Petit Saguenay, le long duquel il aménage des camps pour les voyageurs. Le Gouvernement subventionne ces travaux ¹⁶⁷.

La coupe forestière est confiée à des entrepreneurs qui vont bûcher dans une aire déterminée. L'entrepreneur engage les hommes, fournit les chevaux et le magasin lui avance provisions et matériel. Il semble aussi y avoir eu des chantiers organisés sans intermédiaires.

¹⁶³ John Le Sueur à sa sœur, 29 mars 1845, *ibid.*

¹⁶⁴ W.P. à Gould et Dowie, 20 février 1845, *ibid.*

¹⁶⁵ Peter McLeod à David Price (fils), 13 août 1847, *ibid.*

¹⁶⁶ John Le Sueur à sa sœur, 29 mars 1845, *ibid.*

¹⁶⁷ W.P. à John Kane, 21 mars 1848, *ibid.*

C'est du moins ce que nous laissent supposer ces instructions de McLeod à ses hommes (en français dans le texte) :

Mémoire pour la discipline dans les chantiers

Une amende de 5s. par jour pour jours chômés, maladie, etc. Les provisions qui seront données pour les chantiers seront du pain, des biscuits, du lard, du poisson et des pois. J'espère que tout le monde sera content de cette nourriture. Je n'ai promis rien de plus. Tout homme qui désobéira aux ordres ou ne donnera pas satisfaction sera congédié immédiatement et il n'aura pas un seul sou de ses gages, vu qu'il aura manqué de remplir les conditions de son engagement. Je veux qu'il soit bien entendu que tout raccommodage, soit de harnais, sleigh, menoires, emmancher des haches, etc. seront fait le soir après la journée faite... Le temps du travail sera du petit jour le matin jusqu'à la nuit. Il faudra que les hommes partent du chantier avant le jour afin d'être rendu à leur ouvrage aussitôt qu'il fera assez clair pour travailler et ils ne laisseront pas l'ouvrage avant qu'il fasse trop noir pour pouvoir continuer... Chaque homme se fournira de hache à ses propres frais ¹⁶⁸.

Le scorbut sévissait dans les chantiers, en 1846 et 1847. Price rapporte que les hommes sont rares, « *car ils souffrent de scorbut par manque de pommes de terre* » ¹⁶⁹. McLeod se plaint de son côté de la pénurie d'hommes causée par l'épidémie ¹⁷⁰. Le choléra fait aussi des ravages au cours de ces mêmes années. Un médecin, que Price fait venir au chevet de Peter McLeod, écrit avoir ni plus ni moins risqué sa vie en venant dans le Saguenay ¹⁷¹.

Très tôt, des missionnaires, des prêtres sont venus dans les nouveaux villages. À la suite d'une visite épiscopale, l'évêque auxiliaire de Québec écrit à Price: (en français dans le texte)

J'ai visité l'année dernière tous les établissements de la côte Sud, en bas de Matane, et cette année, ceux du Saguenay et de la Côte Nord, jusqu'à Mingan. Dans ces lieux, vous avez un grand nombre de chantiers où votre nom est en honneur. Partout on proclame la noblesse et la générosité du Maître. Mais dans plusieurs de ces chantiers, suivant les rapports, il se vend de la boisson, au grand détriment du Maître et des hommes à gage,

¹⁶⁸ P. McLeod à Damas Boulanger, 3 décembre 1846, *ibid.*

¹⁶⁹ W.P. à Peter McGill, 3 février 1847, *ibid.*

¹⁷⁰ P. McLeod à Davis Price (fils), 13 août 1847, *ibid.*

¹⁷¹ Dr. Dubois à W.P., 1852, *ibid.*

qui en font quelque fois mauvais usage... Je prends donc la liberté de vous en avertir et bien persuadé qu'un mot de votre part... J'ai l'honneur d'être, Monsieur, votre très humble serviteur,

C.F. Baillargeon, évêque de Tloa ¹⁷²

Les archives Price ne contiennent pas d'autres détails sur la vie en forêt ou autour des scieries. Cependant, grâce aux livres des comptes, on pourrait établir assez rigoureusement quels sont les principaux articles de consommation et en dégager des conclusions utiles pour l'histoire sociale. En 1851, le Saguenay et la Côte Nord comptent 6,580 habitants, dont 2,320 cultivateurs, 2,100 ouvriers et quelques centaines de commis et gens de métier, à peu près tous dépendants de William Price. L'isolement de la région, la pauvreté initiale des colons, certaines difficultés financières de l'entreprise, favorisent l'instauration d'un système de troc perfectionné. Avec des bons, ou « pitons », payables au porteur en guise de gages, Price s'assure un monopole de vente avantageux. Nous reproduisons l'exemplaire le plus ancien que nous ayons retrouvé dans les archives de la Compagnie, mais la comptabilité semble indiquer que ces "pitons" furent utilisés dès le début de l'exploitation ¹⁷³.

<p>Petit Saguenay, 10 juin 1851</p> <p><i>Ordre au Magasin pour les travailleurs au commis du magasin</i></p> <p><i>Délivrez au porteur des provisions, etc. du magasin au montant de</i></p> <p>DOUZE SOUS COURANT</p> <p>Pour gages à mon emploi</p> <div style="display: flex; justify-content: space-between; margin-top: 20px;"> <div style="text-align: left;"> <p><i>David Price</i> sur</p> <p>Non pour circulation</p> </div> <div style="text-align: right;"> <p><i>Wm. Price</i> (signature)</p> </div> </div>	
--	--

Le montant du bon ne dépasse jamais 20 shillings. C'est à partir des années 50 que Petit Saguenay, un des établissements personnels

¹⁷² Mgr C.F. Baillargeon à W.P., 21 septembre 1853, *ibid.*

¹⁷³ Voir l'écriture « bon paper », dans les cahiers des comptes, 1839, AP, série A.

de Price est promu au rang de capitale bancaire. Le système fonctionnera jusqu'à ce que, la population s'accroissant, éclatent les cadres de cette administration patriarcale.

À quel titre, Price détient-il toutes ces propriétés? Il faut d'abord distinguer entre les scieries et les forêts exploitées dans l'arrière-pays. Lorsqu'il s'agit de scieries installées sur les Seigneuries, Price achète les terrains des anciens censitaires et paie à son tour les redevances seigneuriales. Sur le Saguenay, il est d'abord un squatter comme tous les autres colons. En 1843, le gouvernement commence l'arpentage de la région et dès lors les terres sont mises en vente à 2s, et 2/6 l'acre. Selon D.B. Papineau, commissaire des Terres de la Couronne, il y aurait eu déjà 3,000 familles, établies sans titre autour des scieries et sur les terres environnantes ¹⁷⁴. Jadis concédées gratuitement, les terres de la Couronne sont, en principe, vendues aux enchères depuis 1826. Le colon peut payer sa terre en quatre versements, ou simplement verser un intérêt annuel de 5% sur la valeur de son lot ¹⁷⁵. Le prix des terres varie, mais on a pu l'établir en moyenne à 3/2 l'acre. Celles du Saguenay sont donc vendues moins cher qu'ailleurs. Partout où les établissements sont considérables, notamment à Grande Baie et à Chicoutimi, les arpenteurs délimitent des lots urbains.

En 1846, William Price présente une requête pour obtenir les titres des emplacements de ses scieries ¹⁷⁶. C'est George Duberger, arpenteur de la Couronne, qui trace les plans détaillés des lots. Price est autorisé à acheter environ 6 acres de terre autour de chaque scierie, à la condition que cela n'empiète pas sur la propriété des autres colons ¹⁷⁷. Les achats seront effectués aux environs de 1850. On trouve dans Langelier ¹⁷⁸ la liste des terres qui appartiendront en toute propriété à Price et à ses héritiers. Il s'agit de lots peu étendus en général, mais placés stratégiquement à l'embouchure des rivières.

¹⁷⁴ JALCU, App. A, 1846, Rapport du Commissaire des Terres de la Couronne, 27 septembre 1845.

¹⁷⁵ J.C. Langelier, List of Lands granted by the Crown in the Province of Quebec, 11 ss.

¹⁷⁶ W.P. à D.B. Papineau, 11 février 1846, AP, série B.

¹⁷⁷ W.P. à George Duberger, 25 mars 1847, *ibid.*

¹⁷⁸ J.C. Langelier, *ibid.*

Tout autre est le problème des terres incultes de la Couronne, où ce sont simplement les arbres qui sont vendus et non le sol, qui demeure la propriété du gouvernement. Le Gouverneur accorde des permis de coupe depuis 1826. Les droits de coupe sur le pied cube de bois équarri ne varient pas avant 1850. Ils sont de ½ d. pour le pin blanc, 1 d. pour l'orme et le pin rouge, et 1½ d. pour le chêne. Ceux sur les billes sont haussés en 1838, soit de 2 à 2½ d. pour l'épinette, de 4 à 5 d. pour le pin blanc, le pin rouge demeurant à 7½ d. Ils sont calculés à la pièce de douze pieds de longueur.

Le gouvernement accepte la déclaration de l'entrepreneur sur la quantité coupée sans autre vérification, sauf sur l'Outaouais, où on exerce un certain contrôle. En principe, la ferme est mise aux enchères, les taux de coupe n'étant officiellement que le montant de la mise à prix. Cependant il ne semble pas, du moins jusqu'en 1838, y avoir jamais eu de surenchère. Les employés de la Couronne qui témoignent en 1838 ¹⁷⁹ ajoutent qu'il est plus avantageux d'acheter une terre, en feignant l'intention de la défricher, que de payer les droits de coupe. Les lois sur l'affermage sont modifiées en 1842 et en 1846. L'exploitant sera tenu de couper au minimum 1,000 p. c. de bois par mille carré, la perception des droits sera mieux contrôlée, les achats frauduleux de terres seront prohibés et la dimension des « limites » portée à 25 milles carrés, puis à 50 milles carrés en 1851.

On trouve dans les appendices des Journaux de l'Assemblée des comptes détaillés pour les droits perçus sur les terres exploitées par William Price. On n'indique ni la superficie ni l'emplacement des terres, mais simplement le nombre de billes coupées. Il serait peu utile de relever tous ces comptes, sachant que les entrepreneurs bénéficient de nombreuses exemptions, qu'ils déclarent avoir fait chantier là où ils n'ont pas commencé l'exploitation, simplement pour garder leur bail. Notons cependant que Price paie des droits de coupe, partout où il possède des scieries. Ceux payés dans le Saguenay sont de

¹⁷⁹ Journaux du Conseil spécial du Bas-Canada, 1838-1840, témoignage de John Davidson, 21 juin 1838.

loin les plus élevés, soit de 3 à £ 4,000 par an à partir de 1845 (ceci représente environ 130,000 billes de pin ou 260,000 d'épinette) ¹⁸⁰.

Lorsque Price commence l'exploitation d'un territoire, il y envoie d'abord des éclaireurs. Lorsqu'ils ont repéré une pineraie, il y fait bûcher une clairière et poser un écriteau à son nom, ce qui lui donne un droit de préemption. Il s'agit alors de ne rien ébruiter avant d'être prêt à exploiter. Si l'endroit n'est pas connu des concurrents, il est inutile de prendre un permis. Ces derniers viennent-ils à s'y intéresser, Price demande un permis pour la plus petite quantité de bois, soit 1,000 billes par 50 milles carrés. C'est ainsi qu'il procède sur la rivière Bersimitis:

... et ainsi, je garde la chose secrète durant une autre année. C'est une méthode de prudence pour empêcher les autres d'agir et garder une propriété de grande valeur pour ma famille. L'an prochain, j'achèterai de la même façon 1,000 billes de chaque côté de la rivière, simplement pour satisfaire les fonctionnaires de la Couronne ¹⁸¹.

Price entretient d'excellentes relations avec ces fonctionnaires. George Duberger, commissaire pour la région du Saguenay, reçoit un jour à son bureau de la Malbaie une demande pour couper 9,000 billes sur la rivière Grandes Bergeronnes, demande accompagnée du dépôt normal, soit le quart de la somme due. Aussitôt, Duberger écrit à Price:

... Je n'ai pas encore rencontré ce Monsieur (le requérant). Néanmoins, je lui ai préparé son permis. Je dois avouer que je suis étonné d'une demande aussi élevée et de le voir payer si facilement. J'ai également appris qu'il doit conclure un arrangement avec un marchand de bois, lequel, dit-on, aurait l'intention d'acheter la scierie de Grandes Bergeronnes. Je crois que, s'il y a du bois à cet endroit, et tout semble l'indiquer, que si cet homme est prêt à s'en départir pour une somme raisonnable, il vaudrait mieux que ce fût en votre possession, plutôt que de le voir passer aux mains de d'autres, qui seraient peut-être une source d'ennuis pour votre maison... Que ces renseignements demeurent entre nous. Votre très obligé ¹⁸².

¹⁸⁰ Voir appendice C, carte 3, page 84, la carte représentant les terres affermées par la compagnie Price Brothers.

¹⁸¹ W.P. à Peter McGill, 3 février 1847, AP, série B.

¹⁸² George Duberger à W.P., 21 août 1847, *ibid*.

De semblables interventions ont sans doute beaucoup fait pour faciliter la mainmise de W. Price et ses héritiers sur les forêts publiques ¹⁸³.

* * *

¹⁸³ En 1961-62, la Compagnie Price Brothers détenait encore 7 794 milles carrés des terres publiques du Québec.

Chapitre IV

Les affaires de William Price, 1827-1850

La conjoncture générale, tarifs et fluctuations du commerce du bois, 1827-1850. Le financement des nouvelles entreprises de la compagnie. Volume et valeur de la production.

[Retour à la table des matières](#)

Cependant que Price procède, au Canada, à cette extraordinaire expansion territoriale, le commerce du bois suit les fluctuations de l'économie impériale et subit les conséquences de la politique tarifaire.

Le marché britannique a mis plusieurs années à se relever de la panique de 1825 qui a entamé la confiance du public et l'enthousiasme des actionnaires. Jamais a-t-on connu un climat commercial aussi calme. Les investissements dans la construction sont très modérés. Les chemins de fer se développent lentement, la construction navale est déprimée et, par suite de la diminution des affaires et de l'assouplissement des lois de la navigation, les armateurs voient leurs profits diminuer. Ce n'est donc que le retrait partiel sur le marché

anglais des bois des Maritimes et de la Baltique qui explique la courbe ascendante des exportations de Québec jusqu'à 1832 ¹⁸⁴.

Le climat de stagnation favorise la reprise de la campagne en faveur de la liberté de commerce. En 1830, paraissent *Emancipate your Colonies*, de Bentham et *On Financial Reform*, de Sir Henry Parnell, où il est dit que le Canada coûte annuellement £ 600,000 à la métropole et qu'il vaudrait mieux rompre des liens coloniaux aussi coûteux. Les articles de l'*Edinburg Review* reprennent incessamment les mêmes thèmes et la tension s'accroît avec la chute des Tories. Nous trouvons des répercussions de ce mouvement dans les archives Price. Nathaniel Gould écrit au lendemain de la formation du ministère de Lord Grey:

L'affaire d'hier est alarmante pour les intérêts maritimes et coloniaux. Considérons ces gens qui prennent en main les affaires du pays. Ce sont des personnes qui ont juré de présenter et de faire accepter des mesures subversives, contraires aux anciens principes qui ont fait notre grandeur; des personnes qui ont aussi juré de remplacer la sagesse et l'expérience par la philosophie et la métaphysique... Il est nécessaire d'organiser une sorte de comité ou union des armateurs et marchands coloniaux dans chaque port à travers le Royaume, et ainsi, sur un simple signal, nos pétitions simultanées inonderont le gouvernement au moment nécessaire... Songez qu'on peut donner tout notre commerce aux Yankees, sans aucune considération... ¹⁸⁵

Dans une autre lettre, c'est Dowie qui revient à la charge:

... Si les Whigs font toute la session, je suis sûr que les tarifs sur le bois de la Baltique seront réduits. Les journaux parlent de Sir Henry Parnell comme Chancelier de l'Échiquier. C'est lui, qui dans un pamphlet récent, recommandait un tarif égal pour la Baltique et le Canada. Il serait plus honnête de déclarer tout bonnement que les bois canadiens sont interdits dans ce pays ¹⁸⁶.

¹⁸⁴ Pour l'étude qui suit, voir les graphiques 5, 6 et 7, appendice A, pages 72, 73, 74.

¹⁸⁵ Nathaniel Gould à Wm. Richmond, North Shields, 17 novembre 1830, AP, série B.

¹⁸⁶ James Dowie à W.P., 17 novembre 1830, *ibid.*

Dowie reproche aux marchands canadiens leur apathie devant le danger. *Alors que d'autres colonies ont commencé à pousser des cris de détresse, chez-vous rien ne bouge* ¹⁸⁷. En fait, plusieurs pétitions des marchands canadiens parviennent en Angleterre. Nous avons trouvé dans les archives Price une brochure publiée en 1831 par Charles Shirreff ¹⁸⁸. C'est une longue plaidoirie pour la cause des marchands. On invoque les avantages de cet investissement à long terme au Canada; on incite l'Angleterre à se méfier de la Baltique qui s'empressera de hausser ses prix, sitôt qu'elle aura reconquis le monopole du marché; on vante ce commerce qui accélère la colonisation dans la colonie; le livre se termine par des considérations générales sur les liens sacrés qui unissent la mère à son enfant. Ou les requêtes furent utiles, ou les craintes vaines, car les Whigs ne toucheront pas aux tarifs.

À partir de 1832, l'économie anglaise entre dans une nouvelle phase de développement. Plein emploi, augmentation régulière des investissements industriels, montée modérée des prix, expansion des chemins de fer, de tous les chantiers industriels et domiciliaires et grande activité dans la construction navale. Les exportations de bois canadiens augmentent brusquement de 50% entre 1833 et 1835. Il y a une légère chute dans le volume du bois brut en 1837, mais la courbe des madriers continue son ascension jusqu'en 1839. De même les prix du bois, contrairement à ceux des autres importations, ne fléchissent pas avant 1839. Dans l'ensemble c'est une prodigieuse décennie pour les marchands de bois du Canada, car les volumes et les profits sont décuplés ¹⁸⁹.

Durant cette même période une crise agricole endémique sévit dans le Bas-Canada, qui accule les habitants à la misère, particulièrement sur les terres marginales du bas du fleuve. Des entrepreneurs forestiers comme Price profitent ainsi de la surabondance de la main

¹⁸⁷ James Dowie à P. McGill, 17 novembre 1830, *ibid.*

¹⁸⁸ Charles Shirreff, A few reasons against any change in the system of our Colonial Lumber Trade.

¹⁸⁹ Gayer, Rostow, Schwartz, The Growth and Fluctuation of the British Economy, 1790-1850, I, Chapitre V.

d'œuvre, de ce prolétariat agricole que les mauvaises récoltes répétées jettent sur le marché du travail ¹⁹⁰.

Après une longue montée, quasi uniforme, les exportations de bois du Canada baissent subitement en 1840 et remontent de façon spectaculaire l'année suivante, alors que la récession générale affecte le volume des autres produits importés en Angleterre. Sans doute est-ce l'élan de la construction navale qui se fait encore sentir. La remontée de 1841 est d'ailleurs confinée aux bois canadiens. Il y a une faible diminution du total des importations de bois, donc chute très forte des importations de la Baltique.

Avec les années 40, commence une période mouvementée et difficile pour le commerce du bois. En Angleterre, le malaise agricole et l'évolution industrielle ont contribué à augmenter les pressions pour l'abolition des tarifs préférentiels, sur les céréales et sur les bois. Des enquêtes ont conclu à la nécessité d'un réajustement. Au moment de la reprise du pouvoir par les Tories, la situation est mûre pour un changement radical de la politique tarifaire. Dès 1841, on voit les craintes renaître chez James Dowie qui supplie William Price de se servir de toute son influence auprès du gouverneur Bagot ¹⁹¹. En 1842, Peel propose une réduction au profit du consommateur britannique, laquelle selon lui ne doit en rien nuire au commerce des colonies nord-américaines. Quelques mois plus tard, le tarif est ramené à 1 shilling sur les bois coloniaux, à 30, puis à 25 shillings sur les bois étrangers. En 1846, ce dernier est encore abaissé à 15s. et il ne sera plus que de 7s. en 1852. Une fois le premier coup porté, les associés de Price semblent avoir accepté la fatalité. La correspondance ne renferme aucune allusion à la politique douanière après 1842.

La dernière période de notre étude comprend deux mouvements cycliques soit depuis la dépression de 1842 au sommet de 1845, et de la récession de 1846-48 à l'essor des années 50 ¹⁹². Toute la décennie

¹⁹⁰ Fernand Ouellet et Jean Hamelin, *La crise agricole dans le Bas-Canada 1802-1837*.

¹⁹¹ Gould et Dowie à W.P., 5 février 1842, AP, série B.

¹⁹² Voir les graphiques 8 et 8.1, appendice A, page 75.

est dominée par la construction ferroviaire et l'expansion de la métallurgie.

Ne possédant pas de statistiques sur le total des importations de bois en Angleterre, nous analysons simplement la courbe des exportations canadiennes. Après la chute du marché en 1842, la remontée s'effectue rapidement jusqu'en 1845, mais le bois équarri du Canada n'atteint pas les sommets de 1839 et 1841. Seuls les madriers connaissent une expansion majeure. Les quantités expédiées du Canada auraient augmenté de 200% en 1843 ¹⁹³. Nonobstant la demande, les prix du bois subissent une baisse continue jusqu'en 1850. Ceci s'explique, d'une part, par la diminution des tarifs, de l'autre, par la baisse des coûts de transport. Enfin, l'élan industriel de cette période implique une moins grande consommation de bois que lors des booms antérieurs. Les chantiers navals sont moins actifs et la proportion des navires en fer augmente. Les contrats de traverses de chemin de fer semblent avoir été distribués surtout dans la Baltique et les Maritimes. Les chemins de fer irlandais utilisent presque exclusivement le pin rouge du Nouveau-Brunswick, tandis que l'Angleterre exporte de Danzig des traverses de mélèze déjà ouvrées ¹⁹⁴.

Après la diminution des tarifs, la concurrence de la Baltique ne se fait sentir que progressivement. En 1843, Dowie constate que « *les gens de la Baltique ne nuisent pas car ils n'expédient que sur commande* » ¹⁹⁵. Cette concurrence sera plus durement ressentie durant les années de crise. Le Nouveau-Brunswick est un rival sérieux, qui, semble-t-il, expédie des chargements beaucoup plus soignés que ceux du Canada. Dans le madrier d'épinette, il prend et conservera longtemps l'avantage ¹⁹⁶.

En 1845, le Canada expédie un fort volume de pin, que le marché anglais est incapable d'absorber. Londres s'alarme des quantités invendues. « *Impossible, dans ces conditions, d'exiger un prix élevé pour les madriers, car le client n'a qu'à acheter le bois brut et à le*

¹⁹³ Gould et Dowie à W.P., 18 août 1843, AP, série B.

¹⁹⁴ James Dowie à W.P., 3 décembre 1845, *ibid.*

¹⁹⁵ David Price à W.P., 4 décembre 1843, *ibid.*

¹⁹⁶ Mémoire de Churchill and Sim, Wood-Brokers, 5 janvier 1854, *ibid.*

faire scier ici » ¹⁹⁷. Ainsi la mévente du bois équarri entraîne la dépréciation du bois d'œuvre. Durant l'hiver, le gouvernement tente de freiner la spéculation dans les chemins de fer tandis que les faillites se multiplient dans la construction ¹⁹⁸. La consommation de bois canadien baisse encore en 1846 et enfin, la crise agricole vient s'ajouter à la récession industrielle de 1847 et 1848. Churchill and Sims, courtiers en bois, écrivent:

... avec les pertes terribles sur le blé et les faillites qui en ont résulté, avec les taux très élevés d'escompte, la rareté de la monnaie et le manque de confiance, il ne faut pas que ceux qui font commerce de bois s'étonnent si personne n'est disposé à faire des achats importants, ni à conclure des engagements à long terme. Jusqu'à ce que la crise actuelle soit passée, les affaires doivent continuer au ralenti et la seule façon de maintenir les prix est de diminuer les importations ¹⁹⁹.

Le marasme sur le marché anglais se double, au Canada, d'une crise de surproduction catastrophique. Une enquête officielle menée en 1849 révéla les statistiques suivantes ²⁰⁰ :

Tableau 6
*Volume de bois équarri descendu à Québec et exporté
(en loads) 1845-1848*

[Retour à la table des matières](#)

	1845	1846	1847	1848
Bois descendu à Québec	554 086	746 012	880 000	780 000
Bois exporté	484 460	484 820	380 000	340 000

On mesure mieux l'ampleur de la crise, si l'on considère que les bois exportés, loin d'être tous vendus durant l'hiver, séjournent un an ou deux sur les quais, comme c'est le cas pour plusieurs chargements effectués par Price. La surproduction passa sur le compte des règlements qui

¹⁹⁷ David Price (fils) à W.P., 3 décembre 1845, *ibid.*

¹⁹⁸ James Dowie à W.P., 18 avril 1846, *ibid.*

¹⁹⁹ Churchill & Sim à W.P., 18 août 1847, *ibid.*

²⁰⁰ JALCU, Appendice PPPP, 1849.

exigeaient une coupe annuelle minima sur les terres affermées. On pourrait de même invoquer l'ambition des marchands, qui se hâtent d'acquiescer les dernières bonnes forêts. Notons enfin qu'une meilleure organisation de la coupe et de la descente des bois, l'accroissement du tonnage des navires, la baisse des taux de fret, sont autant d'éléments qui ont obscurci momentanément la réalité du marché.

Mil huit cent quarante-neuf marque le retour de la prospérité, le début d'une nouvelle ère économique. Le marché du bois se rétablit et le volume des exportations canadiennes augmente sensiblement. Les archives Price renferment un mémoire qui analyse minutieusement le marché de Londres, car c'est là que Price expédie la plupart de ses chargements. L'étude ne cadre pas dans cette vue d'ensemble, car, selon Churchill and Sim, Londres n'absorbe que 20% des bois canadiens et presque la totalité des bois étrangers. Liverpool est le grand port d'arrivée du bois colonial. Pour l'ensemble du Royaume-Uni, les courtiers fournissent les statistiques suivantes ²⁰¹ :

Tableau 7
Total des importations dans le Royaume-Uni
(madriers, bois équarri, douves, etc., en loads) 1850-1853

[Retour à la table des matières](#)

	1850	1851	1852	1853
Bois coloniaux	1 056 987	1 173 724	1 156 651	1 250 000
Bois étrangers	609 692	943 721	891 643	1 070 000

Selon le même mémoire, le total des bois importés en 1850 serait sensiblement le même que pour les trois années précédentes, avec cette différence qu'à partir de 1849, la consommation égale et dépasse même les importations. On fait aussi remarquer que le commerce canadien est dorénavant mené avec circonspection. La construction domiciliaire utilise le sapin de la Baltique tandis que le bois canadien est sur-

²⁰¹ Mémoire de Churchill & Sim, Wood Brokers, 5 janvier 1854, AP, série B.

tout utilisé dans les chantiers navals. Dans l'ensemble, la demande ne cesse de s'accroître et les prix sont à la hausse.

C'est donc à travers ces phases économiques tantôt favorables, tantôt désastreuses que William Price a continué d'accroître ses entreprises. Avant d'étudier la marche de ses affaires, il faut s'arrêter aux problèmes de financement suscités par une expansion aussi accélérée.

Tant que Price fait simple fonction de marchand, la compagnie investit à court terme. Mais il en va tout autrement lorsqu'il commence à exploiter des scieries, à louer, à acheter des terres et de la machinerie. Au lieu d'être distribués, les profits annuels sont immobilisés dans chaque nouvel établissement. Le graphique 9 ²⁰² illustre l'accroissement du capital ainsi investi depuis 1830 ²⁰³. En 1846, la compagnie a £130,000 de capital accumulé dans les seuls établissements de Price. Pour financer ses chantiers et ses scieries, celui-ci continue à tirer des traites hebdomadaires sur la maison de Londres. Ajoutons qu'il perçoit toujours une commission de 5%, même sur le bois d'œuvre de sa compagnie.

Jusqu'en 1843 rien ne semble indiquer que Gould et Dowie désapprouvent les initiatives de Price, ou celles de Peter McGill, qui acquiert de son côté quelques scieries et surtout des moulins à farine dans le Haut-Canada. Les premières difficultés surviennent durant l'hiver 1843, lorsque McGill, incapable de recouvrer plusieurs créances, ne peut rembourser les avances de ses associés. Pour avoir, de son propre aveu, commis des affaires imprudentes. Son compte à la Banque de Montréal est à découvert de £ 50,000 ²⁰⁴. Price commente ainsi les affaires de McGill:

Il a fait des avances considérables aux entrepreneurs, en argent ou en marchandise et le voilà aujourd'hui incapable de se faire payer. Y a-t-il quelque chose d'aussi dangereux que d'aller acheter du grain dans les Pays d'En Haut en juillet et en août, alors que le résultat des récoltes européennes est encore incertain? En vain, chaque année, l'ais-je mis en garde. Au-

²⁰² Voir appendice A, page 76.

²⁰³ Nous avons utilisé le compte « profit et pertes » qui est en réalité ici un compte-capital. Grands livres, AP, série A.

²⁰⁴ Peter McGill à W.P., 14 janvier 1843, AP, série B.

jourd'hui, il vous doit £ 120,000 sans compter £ 50,000 de comptes recevables, impossibles à recouvrer.

... Il n'y a pas de dépréciation sur les moulins à farine. Ils valent tout autant cette année qu'en 1838, 39, 40 ou 41, car la population s'accroît sans cesse. Mais je ne crois pas que leur valeur augmente du fait de l'entrée du blé américain à bas tarif. Tout ceci est une entreprise de spéculation, qui exige de la prudence. Ce qui est le plus grave actuellement, ce sont les bas prix des produits agricoles qui empêchent le fermier de payer ses dettes et d'acheter du marchand de campagne. Il faut aussi blâmer l'insouciance des gens du Haut-Canada, qui ne font que soupirer après la loi de faillite, qui leur sera votée, dit-on, à la prochaine session ²⁰⁵.

La situation de McGill est d'autant plus délicate qu'il est président de la Banque de Montréal, laquelle hésite à passer ses billets. Ses lettres à Price, presque quotidiennes, expriment un désespoir assez théâtral: « *Hélas! Hélas! Je n'ose parler à personne... je n'ai aucun projet... je suis seul* » ²⁰⁶. Pendant plusieurs mois, il envisage de donner sa démission à la banque.

La mauvaise situation de la compagnie McGill ayant éclaté en janvier, Price doit renoncer à tirer des traites sur le compte de Gould et Dowie, jusqu'à ce que la situation soit éclaircie. Il bénéficie des avances de Brockelbank et Rolt sur une commande du ministère de la Marine, mais il lui faut emprunter personnellement de la banque £ 5,000 pour supporter ses chantiers jusqu'au printemps. « *Jamais, sou-ligne-t-il, ais-je fait une démarche aussi humiliante* » ²⁰⁷.

Avisés des difficultés de McGill, Gould et Dowie ordonnent brusquement la liquidation de la compagnie ²⁰⁸. À partir de ce moment, les associés se libèrent de toute responsabilité quant aux affaires que chacun entreprendra dans l'avenir. Mais ils demeurent liés par le capital qu'ils ont conjointement investi dans le passé, jusqu'à ce que cet actif ait pu être réalisé et divisé entre eux. Une partie du capital est dans les effets à recevoir, donc susceptible d'être récupéré rapidement, l'autre est immobilisée dans les immeubles et la machi-

²⁰⁵ W.P., à Frederick Charman, 16 janvier 1843, *ibid.*

²⁰⁶ McGill à W.P., 21 février 1843, *ibid.*

²⁰⁷ W.P., à Frederick Charman, 16 janvier 1843, *ibid.*

²⁰⁸ McGill à W.P., 23 février 1843, *ibid.*

nerie. Ainsi, la compagnie va-t-elle continuer à fonctionner en liquidation, jusqu'à ce que les actionnaires soient rentrés dans leur argent, soit jusqu'en 1857 et peut-être au delà.

La nouvelle de la dissolution de la société alerte les banques, celle de Montréal en particulier, qui crée un comité pour délibérer sur son sort ²⁰⁹. La banque obligera McGill à se faire endosser par Price personnellement, pour toute transaction à venir. Price y consentira à la condition que McGill en fasse autant pour lui ²¹⁰.

La nouvelle situation affecte les affaires de Price. En attendant que McGill réussisse à liquider une partie de ses biens et à rembourser Londres, Gould et Dowie, à cours d'argent, limitent le fonds de roulement et exigent des remises intégrales à la fin de chaque année fiscale ²¹¹. Price est sommé de liquider immédiatement les établissements les moins rentables et de réduire les dépenses. Cependant que Nathaniel Gould traverse au Canada étudier la situation, Price fait venir son frère David qui lui prête £ 6,000 et passe plusieurs mois à examiner les comptes et à prodiguer les conseils ²¹².

Au climat de confiance de naguère, succèdent des relations tendues. Chaque état de compte est scruté, critiqué, et le ton est parfois aigre, entre Londres qui veut se dégager d'un commerce hasardeux et Price qui retarde les échéances. En fait, Gould et Dowie sont loin d'avoir l'avantage. S'ils refusent de supporter Price, celui-ci devra tout abandonner. Or le capital investi n'est garanti que par des scieries non négociables et surtout par le nom de Price au Canada. Si ce nom était déshonoré vis-à-vis du public et des banques, il ne resterait que des scieries à peu près sans valeur, la plupart construites sur des lots que la Couronne n'a pas encore concédés. Sous peine de tout perdre, ils doivent soutenir Price, même dans ses extravagances.

²⁰⁹ McGill à W.P., 20 avril 1843, *ibid.*

²¹⁰ McGill à B. Nolmes, Banque de Montréal, 3 juin 1843, *ibid.*

²¹¹ James Dowie à W.P., 18 avril 1843, *ibid.*

²¹² David Price à W.P., 6 octobre 1843, *ibid.*

La liquidation de la compagnie se fera, mais au moment où Price l'aura décidé, c'est-à-dire quand il sera en mesure de racheter les parts de ses anciens associés.

Nous avons vu que, déjà en 1828, William Price chargeait 75 navires au port de Québec. En 1834, témoignant à un comité d'enquête ²¹³, il déclare exporter annuellement 80 à 100 cargaisons, dont 20 composées de madriers de ses scieries. Les navires jaugent en moyenne 350 à 400 tonneaux et transportent chacun 10,000 madriers. La production annuelle serait ainsi de quelque 250,000 madriers. Un navire de même tonnage transporte environ 700 loads de bois brut. Ainsi, au moment où Price commence à accroître ses établissements, les expéditions de madriers sont encore bien inférieures à celles de bois équarri.

Le prix de revient de chaque chargement apparaît aux livres sous le nom du bateau, mais ni la catégorie du bois, ni son volume, ni le port d'embarquement ne sont indiqués. Ce prix varie entre £ 500 et £ 900, ce qui nous permet de situer la valeur moyenne d'un chargement à £ 700.

Les grands livres contiennent une autre série d'écritures, qui nous a d'abord semblé devoir être plus explicite. Il s'agit du montant annuel des achats et des ventes, pour chaque catégorie de bois. Le relevé que nous en avons fait se révèle peu satisfaisant ²¹⁴. Tout d'abord, un des livres est incomplet tandis que le suivant, 1833-1837, a été perdu. Il nous, a fallu ensuite renoncer à compiler les comptes multiples et éparpillés des mâts, espars, avirons, etc. Enfin, à partir de 1838, la courbe des ventes offre des anomalies inexplicables. Les pointes enregistrées dans le bois équarri peuvent correspondre à des contrats de la Marine, mais en l'absence de toute statistique entre 1832 et 1838, cette supposition ne peut être vérifiée. Nous savons d'autre part que les expéditions de madriers, non seulement se maintiennent après 1842, mais augmentent considérablement. Il faut conclure que la comptabilité a été modifiée au cours des années, les chapitres ne représentant pas uniformément les mêmes réalités. Les

²¹³ JALBC, 1834, appendice A, minutes des témoignages, 27 février.

²¹⁴ Voir graphique 10, appendice A, page 77.

chiffres de la première décennie engloberaient le total des exportations; ceux de la seconde, les seules ventes ou chargements effectués dans le port de Québec. Ceci n'est qu'une hypothèse.

Si nous considérons seulement la période 1827-1832, les montants concordent avec le témoignage de Price. Le chiffre d'affaire pour le seul commerce du bois variant alors entre £ 70,000 et £ 100,000 annuellement.

C'est donc à partir d'écritures moins générales, telles celles qui nous sont données pour certains établissements, à partir aussi de la correspondance et des nombreux mémoires de la série B des archives, que nous avons tenté de reconstituer la marche des entreprises. Nous étudierons simplement la production de madriers, car nous ne possédons aucune statistique certaine pour les exportations de bois équarri, qui tendent d'ailleurs à diminuer durant cette période.

Tableau 8
Valeur de la production de madriers
dans quelques établissements de W. Price, 1839-1847

[Retour à la table des matières](#)

Année	Malbaie et Saguenay £	Métis et Rimouski £	Trois- Pistoles £	Île-Verte £	Total £
1839	11 173	12 133	-- -- --	-- -- --	23 306
1840	15 412	8 215	1 854	-- -- --	25 481
1841	35 610	4 558	3 869	-- -- --	44 037
1842	15 739	10 550	6 869	-- -- --	33 158
1843	19 032	9 979	7 025	5 368	41 404
1844	12 069	10 228	7 920	5 961	36 158
1845	25 942	7 692	3 972	11 614	49 220
1846	18 005	6 853	1 586	1 158	27 602
1847	18 724	2 655	2 797	4 576	23 472

Graphique 1

*Quantité de madriers correspondant aux totaux annuels du tableau 8
(En milliers de pièces)*

[Retour à la table des matières](#)

Les chiffres que nous avons reproduits à la page précédente ²¹⁵, couvrent les principaux établissements de Price durant les années 40. N'y figurent pas, ceux de Saint-Thomas, Batiscan, Lévis, ceux du Haut-Canada, pour lesquels nous n'avons pu trouver de données précises. Il s'agit de la valeur et du volume de la production, ce qui n'équivaut pas nécessairement au volume des expéditions, lesquelles ont été plus uniformément réparties.

La brusque montée de la production en 1841 correspond à l'expansion dans la région du Saguenay. En 1842, nous savons que 448,000 madriers furent expédiés à Gould et Dowie et 50,000 aux chantiers royaux, tant de New-Liverpool que du Bas de Québec ²¹⁶. Ceci représente 50 chargements. Il faut y ajouter les commandes de bois équarri ainsi qu'un contrat de mâts, d'orme et de pin pour le mi-

²¹⁵ Voir tableau 8 et graphique 1, page 58.

²¹⁶ W.P., à Frederick Charman, 16 janvier 1843, AP, série B.

nistère de la Marine, pour lequel une douzaine de navires ont été nolisés ²¹⁷.

L'année 1843 est celle de la dissolution de la société et des premières graves difficultés de financement. Une sécheresse prolongée en août et en septembre a presque immobilisé certaines scieries, notamment Batiscan et Saint-Thomas et quelques unes dans le Saguenay ²¹⁸. Beaucoup de madriers, manufacturés trop tard dans la saison, hiverneront au Canada.

En 1844, Price charge 45 navires pour Gould et Dowie avec un peu plus de 500,000 madriers. Mais la baisse des prix du bois en Angleterre, quelques accidents techniques, comme le bris d'une estacade à Kénogami, assombrissent la situation. La scierie de Bytown est vendue ²¹⁹, et Price avise ses gérants de payer moins cher les billes apportées aux scieries par les entrepreneurs ²²⁰. La tension s'accroît entre les associés et Price doit défendre âprement sa commission ²²¹. La Banque de Montréal fait une sorte de recensement confidentiel des marchands de Québec. De Price, elle écrit: « *Il fait apparemment des affaires considérables dans la manufacture de madriers. Il semble jouir de la confiance du public et son crédit est bon* ». La forme laconique et dubitative inquiète McGill ²²².

En 1845, Gould et Dowie affrètent 61 navires ²²³. Or la production en bas de Québec dépasse 700,000 madriers. Quelque 200,000 hiverneront dans les établissements ²²⁴. Dans l'ensemble, Londres semble satisfait de l'administration mais on recommande à Price de faire moins de madriers d'épinette, difficiles à vendre en Angleterre ²²⁵. Jusqu'ici l'épinette compte pour 10% seulement des madriers manufacturés par la compagnie.

²¹⁷ Brockelbank & Rolt à W.P., 29 juin 1841, *ibid.*

²¹⁸ W.P., à Gould et Dowie, 28 septembre 1843, *ibid.*

²¹⁹ Peter McGill à W.P., 13 novembre 1844, *ibid.*

²²⁰ W.P., à Peter McLeod, 1^{er} février 1844, *ibid.*

²²¹ W.P., à James Dowie, 20 février 1845, *ibid.*

²²² McGill à W.P., 11 octobre 1844, *ibid.*

²²³ James Dowie à W.P., 3 décembre 1845, *ibid.*

²²⁴ James Dowie à David Price (fils), 28 octobre 1845, *ibid.*

²²⁵ Loc. cit.

Notons au passage que depuis 1844, le gouvernement du Canada-Uni enregistre les quantités de madriers manufacturés en bas de Québec ²²⁶. Nous ignorons qui fournit les statistiques aux autorités, mais les chiffres sont bien au-dessous de la production. Ainsi, lorsqu'en 1844, Price expédie un demi million de pièces, il n'y en a que 140,000 dans les comptes officiels.

Jusqu'en 1846, la compagnie ne rencontre donc pas de difficultés majeures. Peter McGill a recouvré une partie de ses créances, rembourse lentement ses associés et se fait désormais l'écho de Gould et Dowie pour freiner les ambitions de Price ²²⁷. Malgré les objurgations de Londres et de Montréal, celui-ci a continué d'accroître le nombre de ses scieries ²²⁸, et la production globale atteint presque un million de madriers. À l'exception des contrats de la Marine, il semble que Price exporte dorénavant très peu de bois équarri ²²⁹. À cette même époque, il reconnaît faire chaque année de 3 à 4,000 de commission (ce qui représente un chiffre d'affaires de £ 80,000), en plus de sa part de profit annuel sur les madriers, qui est d'environ £ 5,000 ²³⁰.

Les années vraiment difficiles commencent avec la crise de 1846. À la mévente générale, viennent s'ajouter des contretemps techniques. En mai, un incendie détruit les établissements de Grande Baie, les plus importants de la compagnie. La perte des bâtiments et des madriers s'élève à près de £ 12,000 ²³¹. Sept navires chargés sombrent en cours de route, la sécheresse ralentit la production et enfin, la crise agricole entraîne la hausse du prix des provisions. C'est cette même année que le scorbut fait des ravages dans les chantiers du Saguenay. Néanmoins environ 600,000 madriers furent expédiés, dont 400,000 d'en bas de Québec ²³². Une grande partie de ces stocks resteront invendus sur les quais de Londres. Price ayant en outre refusé de réduire ses chantiers,

²²⁶ JALCU, 1844-45 (appendice K), 1846 (appendice T), 1847 (appendice AA).

²²⁷ Peter McGill à W.P., 11 octobre 1844, AP, série B.

²²⁸ Voir les tableaux 3 et 4, page 41.

²²⁹ McGill à W.P., 25 avril 1844, AP, série B.

²³⁰ Gould et Dowie à W.P., 18 août 1847, *ibid.*

²³¹ W.P., à Gould et Dowie, 20 janvier 1847, *ibid.*

²³² Gould et Dowie à W.P., 4 janvier 1847, *ibid.*

il y a une valeur de £ 47,300 en billes et en madriers qui hiverne dans les établissements ²³³.

Incapables de supporter plus longtemps cette immobilisation de capital, Gould et Dowie refusent une série de lettres de change, soit environ £ 40,000 tirées par Price sur le compte de la compagnie ²³⁴. Le geste est purement symbolique, puisque, quelques semaines plus tard, James Dowie qui ne peut risquer la faillite, accepte d'honorer personnellement ces traites. Les lettres de supplication, de menaces se succèdent:

...votre commission vous donne des profits avantageux, cependant que vos associés ne reçoivent qu'un profit inadéquat ou rien du tout quand ils n'essuient pas vos pertes. Sans capital personnel, vous vous êtes engagé dans des scieries, à votre compte, de sorte que vous ne consacrez pas tout votre temps à nos affaires ²³⁵.

...Ce n'est pas le manque de capital ici qui est en cause, mais le manque de capital à Québec et la nature de ces capitaux: à peine tangibles, une partie engloutie à jamais, l'autre impossible à réaliser, cependant que vous ne cessez d'anticiper sur les profits à venir. Ainsi, nous sommes seuls à supporter le fardeau. Vous ne prévoyez rien; vos affaires du printemps et de l'été 1846 furent menées, en ouragan. Rien d'aussi dangereux! Je vous en implore, songez à vos enfants, arrêtez-vous pendant qu'il est temps, recouvrez vos créances, mettez de l'ordre et cessez de naviguer furieusement, toutes voiles dehors, comme vous le faites présentement ²³⁶.

Price semble accablé par les événements. Il vend la majeure partie de ses rades dans le port de Québec et parle de se défaire de son manoir sur les Plaines d'Abraham, d'envoyer sa famille dans le Saguenay et de vivre avec ses fils au-dessus des bureaux de la rue Saint-Pierre ²³⁷. Mais quand ses associés lui suggèrent de fermer les chantiers durant l'hiver 1847-48 et d'aller passer quelques semaines en Angleterre, il refuse catégoriquement.

²³³ W.P., à Peter McGill, 30 novembre 1846, *ibid.*

²³⁴ Peter McGill à W.P., 9 novembre 1846, *ibid.*

²³⁵ Gould et Dowie à W.P., 3 décembre 1846, *ibid.*

²³⁶ James Gould à W.P., 4 janvier 1847, *ibid.*

²³⁷ W.P., à Peter McGill, 3 février 1847, *ibid.*

Face à la crise, il fallait choisir entre deux attitudes: ou bien, tel que préconisé par Londres, interrompre la production et attendre les jours meilleurs pour rebâtir le commerce; ou bien, miser sur une amélioration de la conjoncture à brève échéance, accumuler les stocks, accroître le déficit, mais conserver intact tout l'engrenage laborieusement édifié. Price a opté pour cette dernière solution. Commentant plus tard cette période difficile, il écrira:

Je m'efforçai alors de limiter mes entreprises, mais trop de gens dépendaient de mes établissements pour leur subsistance. Comment aurais-je pu agir autrement, lorsque j'entendais ces gens me dire: Voulez-vous nous laisser mourir de faim?... ²³⁸

Sans doute, n'est-ce pas seulement par souci humanitaire que Price reste sourd aux supplications de ses associés, mais il est certain qu'il aurait été néfaste, pour ses intérêts et sa réputation dans le pays, d'affamer toute la région du Saguenay pendant deux ans.

Ainsi en 1847, il prépare environ 600,000 madriers dont la moitié seulement est expédiée ²³⁹. « *Les stocks qui restent suffiront pour l'an prochain, écrivent ses associés, fermez vos chantiers* ». Mais sans autorisation, Price tire des traites sur la compagnie, que McGill, à la Banque de Montréal, laisse passer à son corps défendant ²⁴⁰. En 1848, 500,000 madriers seront préparés pour Gould et Dowie ²⁴¹. Notons que durant la crise, Price exécute un contrat, octroyé par le ministère de la Marine en 1846 ²⁴². Il y a donc une partie du commerce de ces années qui échappe aux aléas du marché et dont les profits ont sans doute permis à Price de renflouer ses propres affaires.

Mil huit cent quarante-neuf marque la renaissance du commerce du bois canadien. La production de Price atteint 1,248,000 madriers, dont 860,000 du Saguenay et de la Côte Nord et 388,000 de la rive sud. Price

²³⁸ Pétition de W.P. au gouverneur Elgin, 10 mars 1849, *ibid.*

²³⁹ Gould et Dowie à W.P., 18 août 1847, *ibid.*

²⁴⁰ McGill à W.P., 28 août 1847, *ibid.*

²⁴¹ James Dowie à W.P., 18 septembre 1847, *ibid.*

²⁴² Soumission préparée par Brockelbank et Rolt, 1846, *ibid.*

évalue cette production à £ 87,360 ²⁴³. Selon les statistiques du gouvernement ²⁴⁴, le bas du fleuve aurait exporté près d'un million de madriers. Or Price y compte peu de concurrents sérieux.

Dès ce moment, la liquidation est en voie de se réaliser. Le compte-capital diminue ²⁴⁵ et progressivement, Price rachète les parts de ses associés. Déjà, 42% de la production de 1849 provient de ses établissements personnels. En 1853, la part de l'ancienne compagnie ne comptera plus que pour 10% de la production ²⁴⁶.

Sorti indemne de la crise, Price se hâte d'accroître le nombre de ses scieries et d'améliorer leur rendement. À la mort de Peter McLeod en 1852, il devient seul propriétaire des importantes entreprises de Chicoutimi. Au tournant du siècle, les scieries de Price produisent entre un et un million et demi de madriers par an, ce qui équivaut presque au tiers des madriers exportés du port de Québec.

* * *

²⁴³ Mémoire de W.P., 1848, *ibid.*

²⁴⁴ JALBC, 1849, appendice AA.

²⁴⁵ Voir le graphique 9, appendice A, page 76.

²⁴⁶ Mémo de W.P., 1853, AP, série B.

William Price 1810-1850

Conclusion

*Orientation des entreprises de William Price après 1850.
Portrait de William Price*

[Retour à la table des matières](#)

Les activités de Price ne se terminent pas en 1850, mais cette date marque le début d'une orientation nouvelle. C'est d'abord le renversement de la conjoncture, et plus particulièrement la fin d'une crise sévère qui mit en péril plus d'une entreprise commerciale. Celle de William Price a survécu grâce à sa ténacité et aux capitaux britanniques qui, malgré les réticences et les menaces de ses associés, ne lui ont jamais fait totalement défaut. Peu à peu ce capital étranger va se retirer pour laisser sur place une entreprise essentiellement canadienne. De même, Price va s'effacer derrière ses fils, Québécois de naissance, déjà prêts à prendre la relève.

Pour d'autres marchands, les années 50 marquent la réorientation du commerce vers le marché américain. Bien que nous n'ayons pas étudié à fond la période subséquente, il nous a semblé que le commerce de Price demeurera longtemps encore axé sur l'Angleterre. Par contre, il y aura un changement dans la nature des exportations. Hormis les contrats de la Marine, peu ou pas de chargements de bois

équarri. Le bardeau, les traverses de chemin de fer accapareront une grande partie de la production. Pour ces deux catégories, comme pour les planches et le madrier, le marché canadien commence à jouer un rôle important. Enfin, l'épuisement rapide des pineraies, est déjà pressenti.

Nous avons voulu, dans ce mémoire, étudier tous les aspects du commerce de Price, aussi sommes-nous passés rapidement sur bien des aspects dont un mériterait à lui seul une longue étude: le développement de la région du Saguenay. Là, un noyau de peuplement de quelque 7,000 personnes, presque complètement coupé du reste du pays, dépend pour sa subsistance d'un seul homme, Price. C'est sans doute dans la région même que l'on trouverait les documents illustrant cette dépendance et ses répercussions sur la colonisation du territoire et la mentalité des habitants.

La personnalité du fondateur de ces grands domaines forestiers nous apparaît beaucoup plus dans la marche même de ses entreprises que dans les quelques textes qu'il a laissés. Force et ambition, mêlées de finesse, d'audace, de témérité même, sont les qualités avec lesquelles Price a pu bâtir son oeuvre. De l'homme qui existe derrière l'industriel, nous savons peu de choses, car les lettres écrites par Price sont rares et il faut plutôt l'appréhender à travers les attitudes de ses correspondants. Quelques traits méritent d'être soulignés.

Bien des marchands, qui s'établirent à Québec au début du XIX^e siècle, demeurèrent Anglais dans l'âme ²⁴⁷. « Home », pour McGill par exemple, c'est toujours l'Angleterre, où il retourne chaque hiver. Mais Price s'est adapté immédiatement à son nouveau milieu. Il est chez lui à Québec, dans sa famille, et par les chemins de bois qui mènent à ses scieries. Nulle nostalgie, nulle envie pour ces hommes d'affaires, « assis dans leurs bureaux, qui font travailler leurs agents ». On le sent profondément attaché au Canada, c'est-à-dire au cadre de ses activités. Activités multiples dont il tire une grande fierté.

²⁴⁷ D.D. Calvin, *A Saga of the St. Lawrence*, 101.

Le travail du marchand commence et finit avec l'arrivée et le départ du navire. Quant à moi, il me faut: trouver des éclaireurs intelligents et juger leurs rapports; construire des chemins, canaliser les rivières, endiguer les lacs; engager des gérants, des entrepreneurs et leur fournir des hommes; acheter leurs maisons, leurs bêtes de trait, le foin, l'avoine, les provisions; me procurer des goélettes; négocier avec les commissaires de la Couronne; ménager les influences locales. Au moment des contrats, je réunis des assemblées de cent habitants à la fois et je dois discuter, me battre avec eux, pour les gages, les dimensions des billes, et autres détails... ²⁴⁸

L'été se passe à voyager entre Québec, le Saguenay et le Bas du Fleuve. Chaque hiver il fait une nouvelle tournée de ses établissements, dans le Saguenay d'abord, puis, dès que le fleuve est navigable, il revient par la rive sud. Un de ses gérants, Robert Lomas, puis, peu à peu, ses fils viendront le décharger d'une partie de ses responsabilités.

À 35 ans, Price épousait la fille mineure de Charles Grey Stewart, inspecteur de douanes au port de Québec, américain d'origine. Il naîtra quatorze enfants. Au moment de son mariage, il achète Wolfesfield, propriété de quarante arpents sur le Chemin Saint-Louis, soit l'une des plus belles demeures dans ce quartier où la plupart des gros marchands ont élu domicile ²⁴⁹. Il possède aussi une villa sur le Saguenay où la famille passe ses étés. Les filles sont éduquées dans des couvents du Bas-Canada, puis voyagent en Angleterre et en France. Les fils font de brèves études à Kingston et très jeunes sont initiés au commerce. A 17 ans, l'aîné travaille tout un hiver dans la scierie de l'Île-Verte, puis passe en Angleterre pour un stage d'apprentissage dans les bureaux de Gould et Dowie. D'autres voyagent en France, en Prusse et en Scandinavie. Déjà en 1847, les deux aînés, à peine âgés de 20 ans, assument des responsabilités dans le Saguenay. À partir de 1850, les terres sont achetées, concédées et affermées au nom de David, Richard et William-Evans Price. La Compagnie Wm. Price and Sons est fondée en 1857. Le père mourra dix ans plus tard, à 78 ans.

²⁴⁸ W.P., à James Dowie, 20 février 1845, AP, série B.

²⁴⁹ J.C. angelier, List of Lands granted by the Crown in the Province of Quebec, from 1763 to 31st december 1890, 261.

Price n'a joué aucun rôle politique. Ni ses lettres, ni celles de ses correspondants ne contiennent d'allusions aux événements locaux ou internationaux, à moins que ceux-ci affectent directement le commerce. Jeune homme, il s'amuse des luttes constitutionnelles du Bas-Canada. « *Espérons, lui écrit un de ses amis en 1816, au moment de l'affaire des juges Sewell et Monk, que la Chambre d'Assemblée va mettre le feu aux poudres!* » ²⁵⁰. Plus tard, Price refusera à plusieurs reprises d'entrer au Conseil Législatif ²⁵¹. Il fut l'un des membres fondateurs de la Chambre de Commerce de Québec ²⁵², et auparavant, membre du Baron Club et du Literary Historical Society. Mais il ne semble pas que son travail lui ait permis de se distinguer dans la société québécoise.

Les hommes que Price côtoie sont des entrepreneurs, des commis, des habitants. Son milieu est celui des petites gens de nos campagnes, des guides indiens, des notaires de villages, des fonctionnaires de la Couronne, sur lesquels il règne en maître. S'il a une opinion sur ces gens, il ne l'exprime pas, se contentant de juger la valeur d'un homme à son travail. Le français qu'il parle et que nous retrouvons dans quelques notes est la langue du peuple. Il fait ses charités par l'entremise des missionnaires, de l'évêque et s'assure ainsi de leur étroite collaboration. De tous, il exige en retour une docilité exemplaire, une fidélité à toute épreuve. Ainsi, en janvier 1849, certains habitants du Saguenay présentent au Gouverneur une pétition qui accuse Price d'exercer un monopole néfaste dans la région. Dans sa colère, celui-ci s'en prend à un notaire de la Malbaie, auteur de la pétition. Le notaire outragé lui répond:

...vous n'avez cessé de me diffamer et pourtant je n'ai fait que mon devoir professionnel... Quant aux réflexions sur la confession et sur la religion des Catholiques Romains, elles sont de mauvaise grâce de la part d'un homme de votre créance... ²⁵³

²⁵⁰ Adrew Moir à W.P., 6 juillet 1816, AP, série B.

²⁵¹ The Storied Province of Quebec – Past and Present, IV: 403s.

²⁵² Horace Têtu, Résumé de l'Industrie et du commerce de Québec de 1775 à 1900, 15.

²⁵³ Édouard Tremblay, N.P. à W.P., 1er août 1849, AP, série B.

Mais rares sont les occasions où Price ait eu à se plaindre de ses gens et il préfère se rappeler le témoignage de leur reconnaissance:

Grand-père Price; je suis venu ici avec ma femme, mes huit enfants et mon pain juste, à présent je suis bien, merci à vous ²⁵⁴.

Témoignage corroboré d'ailleurs par les notables:

...Ce monsieur est sans contestation vraiment aujourd'hui le père nourricier de cette jeune colonie; ses magasins pleins de provisions et de vêtements de toutes espèces sont ouverts à tout le monde. C'est à juste titre que son humanité, son équité, et celles de ses agents, lui valent la confiance et le travail dont le payent avec zèle et reconnaissance ces pauvres gens ²⁵⁵

C'est en somme le type même de l'industriel paternaliste comme on l'était à son époque. Après avoir été commis, marchand, un peu coureur de bois, seigneur des plus grands fiefs forestiers du pays, il est « Price de Wolfesfield », le gentilhomme qui vieillit dans son manoir, avec la sérénité, la simplicité de celui qui a réussi.

* * *

²⁵⁴ Requête de W.P. au Gouverneur Elgin, 10 mars 1849, *ibid.*

²⁵⁵ Denis Benjamin Papineau, dans *Le Canadien*, 28 janvier 1846.

William Price 1810-1850

Appendices

Appendice A

[Retour à la table des matières](#)

Graphique 2.	Importations de mâts en Angleterre, 1799-1815 ^A
Graphique 3.	Importations de chêne en Angleterre, 1799-1815 ^A
Graphique 4.	Volume des importations de pin et sapin en Angleterre, 1799-1815 ^A
Graphique 4.1.	Importations de pin et sapin en Angleterre 1799-1815
Graphique 5.	Volume des importations de pin et sapin en Angleterre, 1804-1841 ^B
Graphique 6.	Volume des exportations de pin du port de Québec, 1804-1841 ^C
Graphique 7.	Volume des exportations de madriers du port de Québec, 1804-1841 ^C
Graphique 8.	Volume des exportations de pin du port de Québec, 1840-1851 ^C
Graphique 8.1.	Volume des exportations de madriers du port de Québec 1840-1851
Graphique 9.	Les investissements de la compagnie W. Price, 1830-1849
Graphique 10.	Les ventes de bois de la compagnie W. Price, 1827-1848

^A English Parliamentary Papers, cités par R.G. Albion, *Forest and Sea Power*.

^A Idem.

^A Idem.

^B English Parliamentary Papers, cités par Gayer, Rostow et Schwartz, *The Growth and Fluctuation of the British Economy, 1790-1850*.

^C Appendices des Journaux de l'Assemblée Législative du Bas-Canada et du Canada-Uni.

^C Idem.

^C Idem.

Graphique 2
Importations de mâts en Angleterre 1799-1815
 Total des importations annuelles 100%

[Retour à la table des matières](#)

Graphique 3
Importations de chêne en Angleterre 1799-1815
 Total des importations annuelles 100%

[Retour à la table des matières](#)

Graphique 4
Volume des importations de pin et sapin en Angleterre 1800-1815
(En milliers de loads)

[Retour à la table des matières](#)

Graphique 4.1
Importations de pin et sapin en Angleterre 1799-1815
 Total des importations annuelles 100%

[Retour à la table des matières](#)

Graphique 5
Volume des importations de pin et sapin en Angleterre 1804-1841
(En milliers de loads)

[Retour à la table des matières](#)

Graphique 6
Volume des exportations de pin du port de Québec 1804-1841
(En milliers de tonnes)

[Retour à la table des matières](#)

Graphique 7
Volume des exportations de madriers du port de Québec 1804-1841
(En milliers de pièces)

[Retour à la table des matières](#)

Graphique 8
Volume des exportations de pin du port de Québec
1840-1851
(En milliers de tonnes)

[Retour à la table des matières](#)

Graphique 8.1
Volume des exportations de madriers du port de Québec
1840-1851
(En milliers de pièces)

[Retour à la table des matières](#)

Graphique 9
Les investissements de la compagnie W. Price compte-capital 1830-1849
(En milliers de £)

[Retour à la table des matières](#)

Graphique 10
Vente de bois de la compagnie W. Price 1827-1848
(En milliers de £)

[Retour à la table des matières](#)

Appendice B

Tableaux statistiques

[Retour à la table des matières](#)

- [Tableau 9.](#) Volumes des importations de mâts en Angleterre 1799-1815 ^A
[Tableau 10.](#) Volumes des importations de chêne en Angleterre 1799-1815 ^A
[Tableau 11.](#) Volumes des importations de pin et sapin en Angleterre 1799-1815 ^A

^A English Parliamentary Papers, cités par R.G. Albion, *Forest and Sea Power*.

^A Idem.

^A Idem.

Tableau 9
Volume des importations de mâts en Angleterre 1799-1815

[Retour à la table des matières](#)

Année	Nombre de mâts provenant d'Europe (1)	Nombre de mâts provenant du Canada	Nombre de mâts provenant des Maritimes	Total des importations de mâts
1799	5 121	7	774	5 902
1800	11 633	55	797	12 485
1801	19 834	25	2 611	22 470
1802	6 018	195	2 328	8 541
1803	6 365	165	2 264	8 794
1804	9 815	1 314	985	12 114
1805	13 993	535	1 470	15 998
1806	6 888	1 152	1 056	9 096
1807	17 714	2 753	1 689	22 156
1808	5 034	13 333	3 396	21 763
1809	765	8 333	1 196	10 294
1810	1 253	16 680	1 998	19 931
1811	3 696	19 025	4 047	26 768
1812	3 335	14 019	2 666	20 020
1813	---	---	---	---
1814	3 433	668	292	4 393
1815	4 225	2 492	720	7 437

(1) En pièces.

Tableau 10
Volume des importations de chêne en Angleterre 1799-1815

[Retour à la table des matières](#)

Année	Nombre de chêne provenant d'Europe (1)	Nombre de chêne pro- venant du Canada	Nombre de chêne provenant des Maritimes	Total des importa- tions de chêne
1799	9 006	1 072	17	10 095
1800	8 417	876	64	9 357
1801	7 353	486	3	7 842
1802	6 291	387	33	6 711
1803	10 735	1 998	27	12 760
1804	11 302	1 954	257	13 513
1805	13 542	2 466	554	16 562
1806	7 650	3 688	771	12 109
1807	4 661	5 734	12	10 407
1808	141	8 832	8	8 981
1809	473	5 853	89	6 415
1810	2 513	17 234	30	19 777
1811	2 627	24 451	48	27 126
1812	2 264	18 231	93	20 588
1813	---	---	---	---
1814	5 843	4 963	24	10 830
1815	16 283	3 393	15	19 691

(1) En loads.

Tableau 11
*Volume des importations de pin et sapin en Angleterre
 1799-1815*

[Retour à la table des matières](#)

Année	Quantité de sapin provenant d'Europe ^A	Quantité de pin provenant du Cana- da	Quantité de pin prove- nant des Maritimes	Total des importa- tions de pin et sapin
1799	140 043	29	885	140 957
1800	175 460	323	1 348	177 131
1801	146 932	267	2 340	149 539
1802	235 096	365	4 238	239 699
1803	257 211	1 350	8 436	266 997
1804	256 604	2 282	9 325	268 211
1805	227 243	1 263	8 154	236 660
1806	134 363	1 754	13 843	149 960
1807	197 747	2 700	24 602	225 049
1808	64 791	9 861	47 514	122 166
1809	51 987	17 353	72 705	142 045
1810	130 388	38 869	97 782	267 039
1811	120 495	52 888	99 089	272 472
1812	23 932	32 176	57 248	113 896
1813	---	---	---	---
1814	110 943	8 349	85 444	204 736
1815	167 886	11 676	117 062	296 624

^A En loads.

Appendice C

Cartes

[Retour à la table des matières](#)

- [Carte 1.](#) L'Outaouais et le Haut-Canada en 1850.
- [Carte 2.](#) Les établissements de William Price sur le Saguenay vers 1850.
- [Carte 3.](#) Forêts exploitées par la compagnie Price Brothers en bas de Québec (AP, 1937).

Carte 1
Détail d'une carte du Haut-Canada 1850
Source : W.H. Smith, Canada, Past, Present and Future

[Retour à la table des matières](#)

Carte 2

Les établissements de W. Price sur le Saguenay vers 1850

[Retour à la table des matières](#)

Carte 3
Forêts exploitées par la compagnie Price Brothers en bas de Québec
Source : AP, 1937

Appendice D

[Retour à la table des matières](#)

Projet de soumission pour un contrat de la Marine Britannique
préparé par William Price à l'intention de Brockelbank et Rolt.

Appendice D

Projet de soumission pour un contrat de la Marine britannique préparé par William Price à l'intention de Brockelbank et Rolt

Diameter in inches	Lenght in feet	Cubic content	Quebec price in cry W.P. last advice	Add 10% for contin- gencies	Dressing & lining	Shipping charges	Quebec cost with charges in currency	Add 5% for com- mission	Quebec total cost in currency	Add 8% premium for sterling	Freight42/6 Duty 1 Charges 3	Total 46/6 a load	Price tendered August 1846	Quantity required	Accounts
30	99	618	£60	£6	£2,10	£0,12,6	£69,2,6	£3,9,1	£72,11,7	£69,9,10	£28,14,9	£99,4,7	£90	5	
29	96	560	49	4,18	2,10	0,12,6	57,0,6	2,7	59,17,6	56,17,11	26,0,9	75,18,8	80	5	
28	93	506	41	4,2	2,10	0,12,6	49,4,6	2,5	50,12,14	42,3,11	23,10,7	65,14,6	72	10	
27	90	455	36	3,12	2,10	0,12,6	42,14,6	2,2,9	44,17,3	37,7,8	21,3,1	58,10,9	64	10	
26	87	408	30	3	2,10	0,12,6	35,12,6	1,15,7	37,6,1	31,3,5	18,19,5	50,7,10	55	10	
25	84	364	24	2,8	2,10	0,12,6	29,0,6	1,9	30,9,5	25,7,11	16,18,6	42,6,5	46	20	
24	81	324	20	2	2,10	0,12,6	24,12,6	1,4,7	25,17,1	21,11	15,1,4	36,2,4	41	20	
23	78	286	15	1,10	2,10	0,12,6	19,2,6	0,19,1	20,1,7	16,19,9	13,5,11	30,0,8	33	20	
22	75	252	10	1	1,10	0,12,6	13,2,6	0,18,1	13,11,7	11,9,8	11,14,9	25,4,0	27	10	
21	72	220	8	0,16	1,10	0,12,6	10,10,6	0,10,11	11,9,5	9,11,2	10,4,7	19,15,9	24	6	
20	69	191	7	0,14	1,10	0,12,6	9,16,6	0,9,9	10,6,3	8,11,11	8,17,7	17,9,6	20	6	
19	66	165	6	0,12	1,10	0,12,6	8,4,6	0,8,2	8,12,8	7,3,11	7,13,5	14,7,4	18	6	
18	63	141	5	0,10	1,10	0,12,6	7,2,6	0,7,1	7,9,7	6,4,10	6,11,1	12,15,11	16	6	
17	60	120	5	0,10	1,10	0,12,6	7,2,6	0,7,1	7,9,7	6,4,10	5,11,7	11,16,5	15	5	£5,473
23	96	351	30	3	2	0,12,6	35,12,6	1,15,7	37,8,1	31,3,5	16,6,5	47,9,10	50	3	
22	93	312	25	2,10	1,10	0,12,6	29,12,6	1,9,7	31,2,1	25,8,6	14,10,2	40,8,8	44	11	634
34	75	602	34	3,8	2,10	0,12,6	40,10,6	2,0,6	42,11	35,9,4	27,19,10	63,9,2	64	2	
31	75	500	26	3,12	2,10	0,12,6	31,14,6	1,10,9	35,6	27,15,3	23,5	51,0,3	56	2	
30	75	468	24	--	2,10	0,12,6	29,10,6	1,9,6	31	25,16,8	21,15,3	47,11,11	52	5	
26	--	--	12	1,4	2	0,12,6	15,6,6	0,15,10	16,12,6	13,16,11	11,6,11	25,3,10	29	7	
25	51	221	9	0,18	2	0,12,6	12,10,6	0,12,6	13,3	10,19,2	10,5,6	21,4,8	24	4	
25	48	176	5,10	0,11	2	0,12,6	8,3,6	0,8,8	9,2,2	7,11,10	8,3,8	15,15,6	19	25	
22	46,5	156	4,10	0,9	1,10	0,12,6	7,1,6	0,7	7,8,6	6,3,10	7,5,1	13,8,11	17	23	
21	45	137	4	0,8	1,10	0,12,6	6,10,6	0,6,6	6,17	5,14,2	6,7,5	12,1,7	14	22	
20	43,5	120	4	0,8	1,10	0,12,6	6,10,6	0,6,6	6,17	5,14,2	5,11,7	11,5,9	13	12	2,090

Spruce deals
Ash oars rafters
Rock Elm timber
Red pine timber
Yellow pine timber

Freight 38/
Duty 1/
Charges 2/6
Insurance 1/6, 1/6, 9d

} 45/3

26	28/6 C.	1,335,000 ft	19,023,15
41/4 ft		13,350 pie	3,914,5
3,7,7	3,15	2,0001 oa	7,500
3,14,9	4,1,6	4,50001 oa	18,327,10
2,19,3	3,6,6	4,40001 oa	14,630

Grand total: £ 72,092,10

William Price 1810-1850

Index

[Retour à la table des matières](#)

A

Aitken, Hugh, G.H. (voir Easterbrook).
Albion, Robert Greenhalgh
Allumettes (île)
Amiens (paix d')
Amirauté (voir Marine britannique)
Anse à Benjamin (scierie)
Anse à Cheval (scierie)
Anse à la Croix (scierie)
Anse à l'Eau (scierie)
Anse à Peltier (scierie)
Anse Saint-Jean (scierie)
Aspects
Antilles
Approvisionnement des établissements
Archives de la compagnie Price Brothers
Armagh (canton)
Assurances maritimes
Atherton, W.H. (voir Wood, colonel W.)
Atkinson, Henry (marchand de bois de Québec)
Avances sur les achats de bois
Avirons

B

Bagot, Sir Charles (gouverneur général)
Baie des Rochers
Baillargeon, Mgr C.F.
Baltique (commerce du bois dans la)

Banque de Montréal
Bardeaux
Baron Club
Bartlett, W.H. (graveur anglais)
Batiscan (scierie de)
Bélanger, J. (notaire)
Benians, E.A. (voir Rose, J. Holland)
Bentham, Jérémie
Berlin (décret de)
Bersimitis
Bertrand, Camille
Bertrand (voir Île-Verte)
Blackmeyer, Edouard (notaire)
Blackwood et La Rocque [voir Price, W. (bureaux de)]
Blanchard, Raoul
Blocus continental
Bois
 américain
 arrimage
 catégorie
 coupe du
 inspection et mesurage
 prix, du
 valeurs des chargements
Boissonnault, Nicolas (Saint-Thomas, Saint Valier)
Bons (système de)
Bouchard, Roger
Bouchette, Joseph
Boulangier, Damas
Brault, Lucien
Brewery premises (entrepôt)

- Brockelbank et Rolt (maison de commerce de Londres)
 Buies, Arthur
 Burgess, William
 Bytown
- C
- Caldwell, Sir John
 Calvin, D.D.
 Canadien (Le)
 Cap Chat (scierie de)
 Casgrain, Pierre Thomas (seigneur de la Bouteillerie)
 Chambers, E.T.D.
 Champlain (canal)
 Champlain (lac)
 Chantiers
 Chapman, William (marchand de bois de Québec)
 Charlevoix
 Charman, Frédérick
 Chêne (bois de)
 Chesmer, William (commerçant anglais, ami d'enfance de Price)
 Chez Morrel (Grande Baie)
 Chicoutimi
 Churchill et Sim (courtiers en bois)
 Clapham, J.H.
 Commerce intercolonial
 Compagnie de la Baie d'Hudson
 Conjoncture économique
 1800 à 1815
 1815 à 1827
 1827 à 1850
 après 1850
 Creighton, Donald G.
 Crise agricole
 Crosby (cantons du Haut-Canada)
 Crouzet, François
 Currie, A.W.
- D
- Defebaugh, James Elliott
- de Moine (rivière)
 Documents relatifs à l'histoire constitutionnelle du Canada
 Domaine du Roi (voir Saguenay)
 Doughty, Arthur G. (voir Shortt, Adam Doves)
 Dowie, James (associé londonien de W. Price) (voir Gould et Dowie)
 Dowie, Kenneth (marchand, associé à McGill à Montréal, de 1820 à 1823)
 Duberger, George (arpenteur)
 Dubois (médecin)
- E
- Easterbrook, W.T. et Aitken, Hugh, G.H.
 Edinburg Review
 Elgin, Lord (gouverneur général)
 États-Unis (commerce avec les)
 Escoumains (scierie des)
 Exportations de bois du port de Québec
 pin
 madriers
- F
- Faucher et Père (Toulon)
 Fayal (voir Portugal)
 Forêts de l'est du Canada
 Fort Cologne (rivière)
 Fraser (seigneurs de la Malbaie)
 Fret (taux de)
- G
- Gaspésie
 Gayer, Arthur; W.W. Rostow;
 Anna Jacobson Schwartz
 Gazette de Québec :
 Gibb (marchand de bois de Québec)
 Gould, Nathaniel (associé londonien de Price) (voir Gould et Dowie)
 Gould et Dowie
 Gouvernement français (contrat de bois avec W. Price)

Graham, Gerald S.

Grande Baie

Grandes Bergeronnes

Grey, Lord

Guerre de 1812

H

Hadlow (anse de St-Joseph de la Pointe Lévis)

Halifax

Hailé, François (voir Lévis)

Hamelin, Jean

Hamilton, George (marchand de bois de Québec)

Hargrave, James

Haut-Canada

Hind, H.T.

Hornsey (ville d'Angleterre)

I

Idle (compagnie)

Idle, Christopher [voir compagnie Idle]

Idle, George (fils du précédent) [voir compagnie Idle]

Île d'Orléans

Île-Verte (scierie)

Importations de bois en Angleterre :
mâts

chêne

pin et sapin

Innis, Harold A.

Innis, Mary Quayle

J

Jenkins (arrimeur anglais envoyé à Rimouski)

Jésuites (seigneurie des) [voir Batis-can]

Journaux de l'Assemblée Législative 1810-1850

K

Kane, John (employé de Price)

Keefer, T.C. (voir Hind, H.T.)

Keith, James (employé de la Co. de la Baie d'Hudson)

Kénogami (scierie)

Kerr, James Hasting (fonctionnaire)

Kilborn, J. (entrepreneur du Haut-Canada)

Kingston

L

Lamiot (ruisseau d'Amyot) (voir Lévis)

Lang, G.R. (agent de la banque de Bytown)

Langelier, J.C.

Lanklin, E.P. (voir Wood, colonel W.)

Larrivée, Michel (voir Métis).

Latham, Bryan

Lattes

Leacock, Stephen

Lemesurier (marchand de bois de Québec)

Le Sueur, John (employé de Price)

Lévis (Saint-Joseph de la Pointe Lévis)

Limerick (Irlande)

Liverpool (Angleterre)

Load (voir monnaies, poids et mesures)

Lomas, Robert (employé de Price)

Lower, Arthur R.M.

M

Macpherson, L.J. (notaire)

Madriers :

standard de madriers

manufacturés par Price

d'épinette

Maheux, Mgr Arthur

Malbaie

Matapédia (voir Gaspésie)

- Mâtüre (pièces de) 14,27,33
 McCutcheon, Peter (voir McGill, Peter)
 McGill, Peter (associé montréalais de Price)
 McLeod, Peter (voir Chicoutimi)
 McPherson, Murdock (employé de la Co. de la Baie d'Hudson)
 Mémel (voir Baltique)
 Métis (scierie)
 Miramichi (voir Maritimes)
 Moir, Andrew
 Molson (service de remorqueurs)
 Monk, juge James
 Monnaies, poids et mesures
 Moulins à farine
 Moulin Baude (scierie)
 Munitions navales
 Murray, William (voir Hind, H.T.)
- N
- Napoléon (guerres de)
 New-Liverpool (anse de Lévis)
 New-York
 Nicolas Rioux (seigneurie)
 Nolmes, B. (employé de la banque de Montréal)
 Nouveau Brunswick (voir Maritimes)
- O
- Origines du commerce du bois au Canada
 Ouellet, Fernand
 Outaouais
 Oviatt, William (gérant de Idle à Québec)
- P
- Papineau, Denis Benjamin (commissaire des terres de la Couronne)
 Parker et Yeoman (marchands de Londres)
 Parnell, Sir Henry
- Peel, Robert (premier ministre anglais)
 Pentland, Charles (marchand de bois de Québec)
 Pépin, Pierre-Yves
 Perley, M.H. (voir Hind, H.T.)
 Petite Nation (seigneurie)
 Petites Bergeronnes (scierie)
 Petites Îles (scierie)
 Petit Moulin (scierie)
 Petit Saguenay (scierie)
 Philadelphie
 Pilotage
 Pin
 Pocahontas (remorqueur)
 Portneuf (Côte Nord)
 Portugal
 Pothier, Toussaint (seigneur et fournisseur de madriers)
 Price, David (frère de William Price)
 Price, David (fils de William Price)
 Price, Richard (fils de William Price)
 Price, Wm-Evans (fils de William Price)
 Price, William
 jeunesse et famille
 commis chez Idle
 fondation de la Compagnie Wm. Price
 bureaux de la rue St-Pierre
 début de la compagnie
 navires et goélettes
 contrats avec les entrepreneurs
 contrats de la Marine britannique
 achats et créations de scieries
 Price au Saguenay
 exploitation des Terres de la Couronne
 financement des entreprises
 commission perçue par Price
 liquidation de la compagnie
 volume et valeur de la production
 nouvelle orientation après 1850
 portrait
 Price (compagnie William Price and Sons): 64

Price Brothers (compagnie)
Prix du bois (voir bois)

Q

Quarrear (scierie)
Québec (port de)
Quebec Commercial List

R

Redevances seigneuriales
Régime Français
Reid, John (marchand de la Jamaïque)
Révolution (guerres de la)
Ricardo, David (économiste anglais)
Richelieu (rivière)
Richmond, William
Rideau (canal)
Riga (voir Baltique)
Rimouski (scierie)
Rio de Janeiro
Rivière à Mars (scieries)
Rivière aux Canards (scierie)
Rivière du Moulin (scierie)
Rivière du Nord (scierie)
Rivière Marguerite
Rivière Noire (St-Siméon)
Rivière Valain (scierie)
Roberge, Benjamin
Rosa, Narcisse
Rose, J. Holland
Rostow, W.W. (voir Gayer)
Rousseau, Jacques
Roy, J. Edmond
Ruisseau aux Cailles (scierie)

S

Saguenay
Saguenay (histoire)
Saint-Gervais
Saint-Jean (Lac)
Saint-Laurent (basses terres du)
Saint-Thomas (Montmagny)

Saint-Urbain
Saint-Valier
voir Saint-Thomas
Salaires
Sault au Cochon (scierie)
Sault au Mouton (scierie)
Schuyler, Robert Livingston
Schwartz, Anna Jacobson (voir Gayer)
Scieries de William Price
à vapeur
outillage
rendement
valeur
Scott et Idle (maison d'affaires de Londres) (voir Idle)
Séminaire de Québec (archives du)
Sewell, juge Jonathan
Shireff, Charles
Short, Adam:
Sim (voir Churchill et Sim)
Simard, Thomas (de la compagnie des Vingt-et-Un)
Slevin (marchand de bois de Québec)
Smith, W.H.
Spotswood, William (de Kemptville, Haut-Canada)
Stewart, Charles Grey (inspecteur de douanes à Québec et beau-père de Price)
Strauss, Louis
Sud (rivière du)
Surproduction de bois (crise de)
Sydney, Lord (secrétaire aux Colonies)
Symes, Charles (marchand de bois de Québec)

T

Tadoussac
Tarifs sur les bois
Tchipshaw (scierie)
Terre-Neuve (voir Maritimes)
Terres de la Couronne
affermage
vente des

Têtu et Boucher (manufacturiers de mardriers)	V
Têtu, Horace	
Têtu, Nazaire (commerçant)	Vaudreuil, marquis de
Tooke, T.	Vermont (bois du)
Traverses de chemin de fer	Vingt-et-Un (compagnie des)
Tremblay, Alexis le Picoté (employé de Price)	Voyage au Saguenay
Tremblay, Édouard (notaire à la Malbaie)	W
Trent (rivière)	
Trois-Pistoles (scierie)	Wood, Colonel William
Turtigoo (rivière)	Wolfsfield
U	Wright, Thomas (marchand anglais)
Usborne, George (marchand brièvement associé à Price)	Y
Usborne, Henry (commerçant de bois de Québec)	Yamaska
	Yeoman (voir Parker et Yeoman)